



LE NOUVEL ARGENT

MÉDIATEUR ENTRE LE BESOIN ET LA VALEUR DE LA PRESTATION

CAPACITÉ - TRAVAIL PRESTATION

LEUR POSITION DANS L'ÉDIFICATION DE LA SOCIÉTÉ

Alexander Caspar

Traduction : François Germani

Pré-édition de travail

et de relectures

Deuxième partie

État au 16 janvier 2023

Institut pour une tri-articulation sociale
Atelier francophone

*

Adresse en ligne du document, voir :

<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/Articles/2010-01-001%20Caspar.html>



Petit avertissement du traducteur

Les textes regroupés dans cet ouvrage font partie d'une des tentatives, sans concessions, les plus avancées pour envisager jusque dans la pratique les conceptions ébauchées par R. Steiner en matière de tri-articulation dans leurs conséquences pour l'économie. C'est à dire, jusque pour celles concernant le médium ou moyen abstrait permettant des échanges modernes. Cela signifie de repenser de nombreuses façons de faire instituées et nous préparer à modifier nos propres comportements. Par certains côtés, nous voici sur un champ où, comme francophone, nous ne disposons que de l'ouvrage "Dépolluer l'économie- Révolution dans la monnaie" de Michel Laloux. Et il peut être très intéressant de confronter les propos.

Ils restent cependant, là aussi, le fait d'un homme plus ou moins "isolé" là où R. Steiner parle souvent aussi de ce que seul un jugement collectif peut valablement cerner des processus économiques, et remplacer l'ancien jugement instinctif. Le propos de l'auteur est donc difficile du fait de l'imbrication de concepts apparemment usuels qu'il ne peut cependant préciser dans son utilisation propre qu'au cours de l'ouvrage. Il ne s'agit pas encore ici de prédire l'effet de telle ou telle mesure visant un effet économique, et de "piloter" l'économie, mais bien de parcourir de nouveaux chemins conceptuels afin d'élargir le champ des perceptions. Face à de tels textes, et particulièrement quand il s'agit de transférer le propos d'une langue, voir d'une culture, à une autre, surmonter correctement l'obstacle n'est vraiment possible, à moins d'être un génie, qu'avec un minimum de travail partagé. C'est pourquoi la présente traduction, dans une première publication, reste plus que jamais(*) une proposition pour première étude et des relectures afin d'en proposer une meilleure ultérieurement.

F. Germani, 11 décembre 2020

(*) C'est la même chose pour les textes relatant les propos de Steiner, où se montre justement, par la confrontation à un tel travail, que nous nous sommes habitués à nous satisfaire d'une lecture, et aussi de traductions, superficielles et nivelantes, rendues possibles par le temps qui passe et des attentes par trop "philosophiques".

Table des matières (Partie II)

<i>Préface à l'édition de 2021</i>	5
<i>Préface à l'édition de 2010</i>	6
Deuxième partie - L'avenir de l'argent	9
<i>Les explications des nombres en exposant dans le texte se trouvent à la fin du texte du sujet</i>	9
Légende des couleurs pour les graphiques.....	9
Perspectives sociétales d'avenir.....	9
Graphique : Le processus d'inversion.....	10
Le rôle de l'économie	11
I. La science de l'argent	11
Le concept de valeur dans l'économie.....	12
La mesure de la valeur d'origine/primordiale - du point de vue qualitatif et quantitatif.....	14
Le concept de valeur dans l'actuelle science.....	18
Le rôle de l'agriculture - L'émancipation de la base de nature - Capital = valeur d'extraction/d'obtention à la nature épargnée.....	19
Propriété et argent/monnaie - aujourd'hui et demain.....	21
La marchandise fond et sol (foncier).....	22
La marchandise travail.....	23
La marchandise capital.....	24
La contrainte à la croissance.....	24
Amalgame de l'intérêt du capital et de la rente foncière.....	26
II. L'avenir de l'argent	26
L'association, le domaine, l'organe.....	29
La masse monétaire - les différentes sortes d'argent - la circulation de l'argent. <<<< fin relecture 2023 >>>>.....	33
La circulation des différentes sortes d'argent.....	37
Le compte « Capital » prospectif.....	40
Notes de bas de page.....	42
Maniement pratique de nouvelles connaissances à l'exemple de problèmes actuels	46
Habiter : Intégré dans le quota social.....	46
Le financement du système de santé	48
Conditions préalables.....	48
Argent des dons dans le domaine médical, variable.....	48
Argent de don en fonction avec l'argent de prêt.....	48
Mise en œuvre pratique.....	49
Le principe du responsable/pollueur-payeur :.....	49
Argent de prêt dans le domaine médical, variable.....	50
Édification de la société	50
Rétrospective - présent - prospective - Introduction.....	50
I. Le principe à réaliser de l'économie basée sur la division du travail.....	51
II. De la dominance du droit à la dominance du marché, de la société féodale à la société bourgeoise.....	51
Rendement du capital et revenu du travail.....	52



La tyrannie du capital-marchandise et le travail : l'amalgame du revenu et du gain de prestation produit le problème de la conjoncture.....	53
Impact/effet économique-financier de la propriété actuelle ; les problèmes inhérents/immanents au système.....	53
La propriété actuelle et la faculté individuelle.....	55
III. Concept d'une réforme de l'économie et de la société.....	55
La création monétaire : parallélisme de la valeur de chose et de signe ; détermination du quota social/de la quote-part sociale.....	56
La fonction du prix.....	57
Formation de capital.....	59
La prospérité d'une société, tenant des besoins matériels et immatériels, s'accroît dans les conditions suivantes :.....	59
La prospérité s'exprime alors en deux composantes :.....	59
Du système de capital et de salaire au système de prestations.....	60
Génération de revenus garantis/assurés contre création de patrimoines incertains.....	60
Approche pratique.....	60
L'économie dans la comparaison des systèmes.....	61
Principes de base/Bases.....	61
Quelle fonction a le prix dans quel système économique et ses paramètres ? :.....	61



Préface à l'édition de 2021

La réédition du livre *Le nouvel argent* intervient à une époque où la crise sous-jacente de la science, du droit et de l'économie, qui couvait depuis longtemps, a éclaté et touche de plein fouet la société civile, remettant en question sa forme d'existence actuelle en tant qu'État central. Dès 1917, Rudolf Steiner, prévoyant des crises futures au sein des éléments constitutifs de la communauté humaine que sont la vie de l'esprit, de droit et de l'économie, avait promu leur gestion autonome en formulant en même temps leur fonction et leur interaction au sein de la société. Une libération de la vie de l'esprit, qui englobe la science, de la tutelle de la politique et de l'économie en raison du financement de l'État central et des intérêts du droit de propriété, mais aussi une séparation irréversible de la politique et de l'économie ne sont toutefois possibles qu'avec la reconnaissance de la mesure de l'évaluation mutuelle des résultats du travail et des revenus individuels qui y sont liés, ainsi qu'avec la redéfinition des concepts de capital, de création monétaire et de propriété des moyens de production. Ce n'est qu'au moyen de ces nouvelles connaissances qu'un équilibre entre les besoins et la valeur des résultats du travail est réalisable, ce qui implique le financement transparent de la vie de l'esprit et du domaine de droit par le domaine économique au lieu de l'entretien financé arbitrairement par l'impôt de l'État unitaire.

Le volume *Le nouvel argent* regroupe les premières explications publiées de l'auteur sur le thème de l'économie : ils contiennent la déduction des nouveaux concepts et leur utilisation pratique, c'est pourquoi la formation et la fonction

01 Die Neuauflage des Buches *Das neue Geld* fällt in eine Zeit, da die untergründig schon lange schwelende Krise der Wissenschaft, des Rechtes und der Wirtschaft nunmehr zum Ausbruch gekommen, die Zivilgesellschaft voll trifft und ihre bisherige Form des Bestehens als Zentralstaat in Frage stellt. Bereits 1917 hatte Rudolf Steiner in Voraussicht künftiger Krisen innerhalb der menschlichen Gemeinschaft konstituierenden Glieder Geistesleben, Recht und Wirtschaft deren autonome Verwaltung gefordert, indem er zugleich deren Funktion und Zusammenwirken innerhalb der Gesellschaft formulierte. Eine Befreiung des die Wissenschaft umfassenden Geisteslebens aus der Bevormundung durch Politik und Wirtschaft aufgrund zentralstaatlicher Finanzierung und eigentumsrechtlicher Interessen, aber auch eine unabänderliche Trennung von Politik und Wirtschaft sind jedoch nur möglich mit der Erkenntnis des Massen für die gegenseitige Bewertung der Arbeitsergebnisse und der damit verbundenen individuellen Einkommen sowie mit der Neufassung der Begriffe Kapital, Geldschöpfung und Produktionsmitteleigentum. Erst mittels dieser neuen Erkenntnisse ist ein Ausgleich zwischen Bedürfnissen und Wert der Arbeitsergebnissen machbar, was die transparente Finanzierung des Geisteslebens und des Rechtsbereiches durch den Wirtschaftsbereich anstelle des arbiträr steuerfinanzierten Unterhaltes durch den Einheitsstaat beinhaltet.

02 In dem Band *Das neue Geld* sind die ersten publizierten Ausführungen des Autors zum Thema Wirtschaft zusammengefasst: Sie enthalten die Herleitung der neuen Begriffe und ihre praktische Handhabung, weshalb Bildung und Funk-



des associations sont traitées en détail, de même que l'argent sous l'aspect de ses différentes fonctions, car dans l'économie actuelle, l'argent est l'objet le plus difficile à comprendre et le plus délicat.

Grâce à l'organisation des thèmes, le volume « Le nouvel argent » possède le caractère d'un manuel scolaire.

Dans le volume *Le pouvoir occulte/caché de l'argent*, l'auteur publie des articles dans lesquels il aborde les nouvelles notions de "valeur économique, capital, création monétaire et propriété des moyens de production" dans leur conditionnement mutuel et montre comment elles permettent de surmonter les crises actuelles que sont la conjoncture, le chômage et la croissance forcée.

Deux articles sont publiés dans chacun des deux volumes : L'un épistémologique, qui expose la notion de polarité inverse, dont la compréhension est à la base de l'appréhension des notions de "valeur économique et de capital", et l'autre, signalé comme "aide-mémoire", qui fournit l'aperçu fondamental de l'économie dans la société triarticulée.

Préface à l'édition de 2010

Ce livre est une compilation décrite que l'auteur a rédigés et publiés après 1989. Leur cercle de problème est toujours le même : La saisie méthodique des valeurs économiques, qui a été conceptuellement négligé jusqu'à présent, et prenant pied dessus, la signification réelle du capital tout comme la fonction du/des prix. Il s'agit de la devise en tant qu'équivalence de la valeur des prestations économiques et leur mesure monétaire. Un tel argent rend possible une compensation entre les besoins se manifestant librement au

tion der Assoziationen ausführlich behandelt werden, ebenso das Geld unter dem Aspekt seiner verschiedenen Funktionen, denn das Geld ist in der aktuellen Wirtschaft das schwer durchschaubare, heikle Objekt.

03 Durch die Gestaltung der Themen besitzt der Band *Das neue Geld* den Charakter eines Lehrbuches.

04 Im Band *Die verschleierte Macht des Geldes* erscheinen Artikel des Autors, in denen er die neuen Begriffe „Wirtschaftlicher Wert, Kapital, Geldschöpfung und Produktionsmitteleigentum“ in ihrer gegenseitigen Bedingtheit thematisiert und aufzeigt, wie durch sie die heutigen Krisen Konjunktur, Arbeitslosigkeit, Wachstumszwang überwunden werden können.

05 Zwei Artikel erscheinen jeweils in beiden Bänden: Ein erkenntnistheoretischer, der den Begriff der inversen Polarität aufzeigt, dessen Verständnis dem Fassen der Begriffe „Wirtschaftlicher Wert und Kapital“ zugrunde liegt, sowie der als „Merkblatt“ gekennzeichnete, der den grundlegenden Überblick über die Wirtschaft in der dreigliederten Gesellschaft liefert.

Vorwort zur Auflage von 2010

01 Dieses Buch ist eine Zusammenstellung von Schriften, die der Autor nach 1989 verfasst und publiziert hat. Ihr Problemkreis ist im Kern immer der gleiche: Die methodische Erfassung des bisher begrifflich vernachlässigten wirtschaftlichen Wertes, darauf fussend, die eigentliche Bedeutung des Kapitals sowie die Funktion des Preises. Es geht um die Währung als Äquivalenz des Wertes der wirtschaftlichen Leistungen und als deren monetäres Mass. Ein solches Geld ermöglicht einen Ausgleich



moyen de revenus et la valeur des prestations, orientées au marché, correspondantes. La justification de la satisfaction universelle des besoins en ce que le besoin confère la valeur à une prestation, soit amené en couverture de la valeur économique qui est à exiger de sa production, le lecteur la trouve lors de la lecture sur la "valeur originelle". Évidemment, à l'intérieur de la circulation d'argent, les revenus proviennent directement des recettes de la vente des prestations et, inversement à nouveau, dans les prix pour les prestations. L'écrit veut cependant rendre clair que pour le dépassement d'effondrements de conjoncture, du chômage et de la contrainte de croissance, des institutions sociales sont nécessaires, mais aussi possibles, qui, basées sur la connaissance de la valeur économique, peuvent justement faire de celle-ci la référence/grandeur d'orientation pour les prix des prestations et les revenus ; ainsi la relation entre les revenus et les prix du marché se détache de son/leur rapport de dépendance dans le système économique actuel. L'approche est fondamentalement nouvelle en termes de méthodologie, et ainsi les réflexions ne se réfèrent donc pas à des théories économiques antérieures ; elles sont consignées à la façon de résultats d'observations économiques selon la méthode de science de la nature. Le lecteur ne manquera pas de remarquer que les pensées ont été saisies toujours plus nettes/acérées dans l'ordre de leur écriture. Au premier écrit "*Wirtschaften in der Zukunft*" (*Pratiquer l'économie dans l'avenir*)¹ des images ont été adjointes qui, sous forme de représentations fixes, devaient permettre de mieux saisir le processus de pensée. Dans la suite, cependant, le lecteur devrait plutôt créer en soi, à partir des pensées, des images

zwischen sich mittels Einkommen frei manifestierenden Bedürfnissen und dem Wert entsprechender marktorientierter Leistungen. Die Begründung allseitiger Bedürfnisbefriedigung, indem der Wert, den das Bedürfnis einer Leistung beimit, mit dem wirtschaftlichen Wert, der von deren Herstellung zu fordern ist, in Deckung gebracht wird, findet der Leser bei der Lektüre über den „Urwert“. Selbstverständlich gehen innerhalb der Geldzirkulation die Einkommen unmittelbar aus den Verkaufserlösen der Leistungen hervor und umgekehrt wiederum in den Preisen für die Leistungen auf. Die Schrift will jedoch klar machen, dass zur Überwindung von Konjunkturunbrüchen, Arbeitslosigkeit und Wachstumszwang gesellschaftliche Einrichtungen notwendig, aber auch möglich sind, welche aufgrund der Erkenntnis des wirtschaftlichen Wertes eben diesen zur Richtgröße für die Preise der Leistungen und die Einkommen machen, machen können; dadurch löst sich die Beziehung zwischen Einkommen und Marktpreisen von ihrem Abhängigkeitsverhältnis im heutigen Wirtschaftssystem los. Der Denkansatz ist ein methodisch grundlegend neuer, und so nehmen die Gedanken nicht Bezug auf frühere Wirtschaftstheorien; sie sind in der Art ökonomischer Beobachtungsergebnisse nach naturwissenschaftlicher Methode niedergeschrieben. Dem Leser wird auch nicht entgehen, dass die Gedanken in der Abfolge ihrer Niederschrift immer schärfer gefasst wurden. Der ersten Schrift „*Wirtschaften in der Zukunft*“¹ wurden Bilder angefügt, die in Form fester Vorstellungen dem leichteren Erfassen des Gedankenprozesses dienen sollten. In der Folge sollte der Leser aber vielmehr aus den Gedanken heraus bewegliche Bilder, ein Tableau in sich erzeugen, in dem er ihren



en mouvement, un tableau dans lequel il fait l'expérience de leur contexte/pendant dans une vue d'ensemble. En ce sens, les répétitions dans les textes devraient faciliter l'étude des contenus. Les représentations économiques enlisées d'aujourd'hui nous sont un obstacle à une économie basée sur la division du travail faisant un usage durable de la formation de capital, et le fait de s'accrocher au système monétaire/d'argent actuel rappelle le/exporté au Tasso de Goethe : "Ainsi, le capitaine s'accroche enfin encore au rocher auquel il devait échouer. »

(1) - 1996 Publication
Klett und Balmer +Co Verlag, Zug
- 1997 en traduction russe
„Trovant“ Verlag, Moskau
- 2010 retravaillé
[8]

Zusammenhang im Überblick erlebt. Die Wiederholungen in den Texten sollten in diesem Sinne das Studium der Inhalte erleichtern. Die heute festgefahrenen ökonomischen Vorstellungen sind einem die Kapitalbildung nachhaltig nutzenden, arbeitsteiligen Wirtschaften hinderlich, und das Sichklammern an das heutige Geldsystem gemahnt an Goethes Tasso: „So klammert sich der Schiffer endlich noch am Felsen fest, an dem er scheitern sollte“.

(1) - 1996 Publikation
Klett und Balmer +Co Verlag, Zug
- 1997 in russischer Übersetzung
„Trovant“ Verlag, Moskau
- 2010 überarbeitet
[8]



Deuxième partie - L'avenir de l'argent

Les explications des nombres en exposant dans le texte se trouvent à la fin du texte du sujet

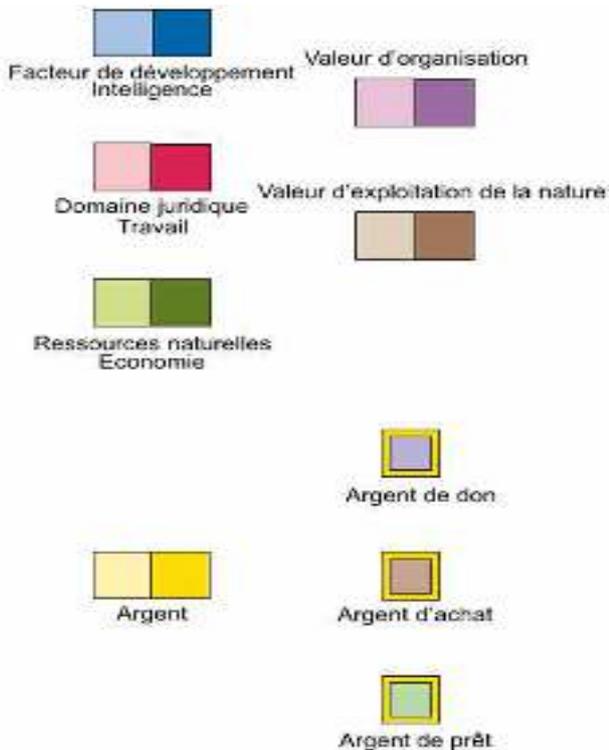
(traduit par B. Vianet, revu par FG)

[66]

Légende des couleurs pour les graphiques

Domaines

sociétaux



[67]

Perspectives sociétales d'avenir

Au cours de l'histoire récente, la science et la technique ont gagnées toujours plus de signification dans la vie sociétale. Avec l'art, la formation et l'éducation, elles constituent la vie de l'esprit*, à partir de laquelle les talents et les idées alimentent l'organisme sociétal. Les progrès spirituels récents des temps récents ont principalement été faits sur des domaines qui sont pendants à la vie technique-économique. L'augmentation du capital et l'économie monétaire qui en résultent ont à nouveau conféré à la vie de l'économie une dynamique propre à l'intérieur de la vie sociétale, qui menace de contraindre le domaine juridique-politique, la formation et l'éducation pendant longtemps administrés par l'Etat, sous le primat économique. Le potentiel spirituel et le pouvoir politique devraient servir les intérêts économiques. Des tensions apparaissent aujourd'hui entre les intérêts spirituels-culturels, juridiques-démocratiques, économiques-sociaux des êtres humains. Ces intérêts sont d'abord venus à l'expression comme des exigences confuses de la Révolution française dans les idéaux : Liberté, Egalité, Fraternité. Sous eux reposent cachée la structure de l'Etat : vie spirituelle, droit et politique tout comme économie. Historiquement, les vies de l'esprit, de droit et de l'économie se manifestèrent dans les ordres/états sociaux dans lesquels, en Suisse et en Allemagne, les partis politiques actuels trouvent leur origine.⁽¹⁾ Au stade



actuel de l'évolution, la signification et les tâches des deux domaines que sont la vie de l'esprit et l'économie pressent/poussent à ce qu'ils obtiennent l'autonomie en terme d'administration dans le pendant/contexte sociétal. Ce ne sont pas les humains qui sont répartis/articulés selon de quelconques points de vue et liés étatiquement, mais ils œuvreront comme membre de liaison des différents champs d'action structurés sociaux, car l'être humain prend racine avec sa vie dans chacun des trois domaines, il appartient à chacun d'eux par ses intérêts. Les membres aspireront implicitement à une administration autonome, harmonisée entre eux, selon des critères à la structure sociale comme il sont mentionnés immanents ici :

- Liberté dans le domaine spirituel ; condition de d'épanouissement/de déploiement individuel et science libre de toute autorité et de tout dogmatisme.
- Démocratie dans le domaine juridique-politique ; fixation des relations juridiques sur lesquelles chaque humain majeur est également justifié à voter.
- Compensation entre les besoins et la valeur des résultats du travail dans l'économie de division du travail.

Toutefois, cette tri-articulation envisagée prospectivement présuppose une vue dans la gestion/l'administration de l'économie autonome nouvellement conçue , car seule celle-ci peut dissoudre les fonctions économiques et financières assumées jusqu'ici par l'État actuel, évidemment, elle le doit aussi. Mais simultanément la « nouvelle définition » de l'État telle que présentée dans ce qui suit, conditionne tout de suite la compréhension pour ce ordre économique nouvellement fondé. C'est dans la compensation à ambitionner entre les besoins des êtres humains et la valeur des résultats de leur travail, que l'évolution sociétale envisagée trouvera sens et avenir. ⁽²⁾

* La dénomination « domaine ou vie de l'esprit » est utilisée ici pour l'éducation, l'art, la culture, la science et la recherche, la religion, etc. ; dans un sens large, elle englobe tout ce qui est lié aux facultés humaines individuelles.

[68]

Graphique : Le processus d'inversion





[69]

Le rôle de l'économie

I. La science de l'argent

Aujourd'hui on pense pouvoir déduire les structures de la société humaine basée sur l'économie de division du travail de l'anarchie d'un marché libéré de toute régulation et qui, à partir de son principe d'offre et de demande, devrait initier toute activité économique. Ce marché se renouvelant et s'autorégulant sans cesse, son efficacité devrait apporter une prospérité croissante. L'internationalisation de l'économie de division du travail progressant évidemment continuellement, elle ébranle les frontières d'états constituées par les populations qui les ont habitées au cours des temps, dans le but de constituer des territoires plus étendus, nécessaires aux exigences et aux conditions de l'économie.

La conséquence de cette façon de penser appliquée globalement est cependant que bien que toujours moins d'humains peuvent assurer la production matérielle pour toujours plus d'êtres humains, la peur et l'angoisse des individus grandissent face à l'insécurité d'un déploiement libre de leurs besoins et leurs activités dans la vie sociale. L'emprise/la domination de la vie de l'économie par la pure orientation vers une multiplication/augmentation du capital fait que dépérissent les besoins humains de sorte plus qualitative et dont la satisfaction élèverait pourtant le niveau de civilisation. Par sentiment d'impuissance et de désespoir face à la pure orientation d'économie de marché, on en appelle à l'intervention de l'État comme facteur d'ordre et instance de la compensation financière ou du moins comme garant d'un minimum existentiel. Même dans des pays hautement industrialisés, il devient de plus en plus incertain si des moyens suffisants sont encore absolument rassemblés pour assurer le financement des systèmes d'éducation, de santé comme aussi des retraites.



Sous le point de vue unilatéral d'une pure économie de marché, le rendement du capital basé sur la demande aimerait décider si un bien devrait être produit ou non. Mais la demande et le rendement du capital ne peuvent pas décider à eux seuls si un bien pourra être produit à un prix permettant à celui qui le produit de couvrir ses besoins matériels et immatériels et ceux de ses proches – purs consommateurs – par les résultats du travail fourni par d'autres. Cette décision peut seulement être effectuée par des institutions/organisations à partir desquelles, par la prise en considération de l'ensemble de l'économie, vient en l'état la valorisation/l'estimation des différents résultats particuliers du travail d'où dans la suite devient transparente la situation/position économique-financière de chacun dans l'espace de la devise. Avec cela le problème du prix s'avère comme la pierre angulaire de toutes les considérations économiques, un problème beaucoup plus stratifié que de purement pouvoir être limité au verbiage stéréotypé de l'offre et de la demande.

L'éclaircissement de la fonction du prix présuppose la compréhension de l'apparition de la valeur économique. Dans la façon dont, comme dans ce qui suit, la « valeur » est saisie, il ne s'agit pas d'une recombinaison de concepts utilisés jusqu'à présent. Le lecteur n'a pas la permission de penser, sur la base de la pensée conventionnelle dont les limites viendront à l'expression dans la discussion suivante avec les théories de la science économique actuelle, qu'il pourrait seulement s'agir d'opposer un nouveau programme au système économique actuel.

[70]

Ce préjugé ne lui permettrait pas de saisir qu'il s'agit en fait de prendre conscience de lois fondamentales régissant toute l'activité économique, négligées jusqu'à maintenant parce que méconnues et comment les humains, quand ils se placeront consciemment dans cette légité (ce contexte de lois naturelles), atteindront les institutions nécessaires conformément à leurs connaissances. Dans ce sens, les explications sur l'économie dans l'organisme social tri-articulé prospectif ne sont pas à saisir comme une prescription sur quelque chose qui a à se passer ou un appel à un quelque idéalisme, mais la prédiction de ce qui se passera quand la pensée organisatrice amènera les faits sur la voie exigée par eux.

Le concept de valeur dans l'économie

Les lois fondamentales qui sont la base de toute activité économique et qui ont été « négligées » jusqu'à présent sont celles de la formation de valeur : travail, d'un côté, appliqué sur la nature et de l'autre côté, organisé par l'intelligence. Construisant sur la première, le philosophe allemand, Johann Gottlieb Fichte, développa le premier (à ce que j'en sais), à partir de l'observation de l'économie à son époque avec une étonnante méticulosité, comment se formaient la valeur et le prix. (Das System der Rechtslehre, « Vom Eigentumsvertrag », 1812 – Le système de la théorie du droit « Du contrat de propriété »). D'autres théoriciens en économie contemporains, comme Adam Smith et Karl Marx par exemple, réussirent à retenir l'attention, malheureusement Fichte trop peu.

Fichte n'arrive pas encore jusqu'à un système monétaire permettant de mettre en lien la production du sol avec la sphère de la production spirituelle ainsi qu'avec celle des « purs consommateurs » d'après les principes économiques qui les lient. Il avait encore besoin de l'État comme agent de transfert au moyen de l'impôt – comme c'est aussi encore le cas aujourd'hui.



épistémologie/théorie de la connaissance selon la méthode de science de la nature, décrit la formation de valeur comme un processus de polarisation inverse/processus polaire inverse basé sur le travail, d'un côté appliqué à la nature et de l'autre, organisé par l'intelligence. De ce processus résultent/dériverent les deux pôles : « Valeur d'extraction/obtention à la nature » et « Valeur d'organisation » (Voir tableau page 75 « *La séparation...* »). Il ne fut cependant pas compris et la fécondité de sa connaissance pour la saisie de la problématique de l'économie moderne et sa prise en main pratique ignorée.

En quoi repose la signification de ce nouveau concept de valeur vis-à-vis de l'actuelle façon de voir la valeur et en quoi réside en fait la difficulté à le comprendre ?

Cette question trouve sa réponse quand est compris comment apparaît absolument le concept de valeur économique :

s'activer économiquement signifie un échange des résultats du travail matériel et immatériel (appelé prestations dans ce qui suit). Les prestations représentent des valeurs parce que l'être humain en a besoin pour la satisfaction de ses besoins. Les prestations ont leur valeur par celui qui les consomme. Tout d'abord, chacun est à considérer à la fois comme fournisseur d'une prestation et comme consommateur. Et si on se pense les prestations provenant à l'origine du travail corporel humain d'une communauté d'humains sur base de nature lui étant nécessaire; à ce stade initial, les prestations ont une valeur objective qui coïncide avec celle, subjective, que leur attribue l'individu. Dans la mesure où dans l'activité économique parmi les humains s'éloigne de ce que l'individu

[71]

se fourni purement pour soi et ses tout proches, et qu'elle passe à un échange généralisé de prestations, la concordance entre la valeur que le besoin attribue à un produit avec celle que le fournisseur du produit doit lui assigner pour pouvoir satisfaire ses propres besoins n'est plus immédiatement donnée. Et avec cela apparaît le problème : une compensation entre le besoin et la valeur de la prestation est-elle possible dans l'économie de division du travail et si oui, comment peut-elle venir en l'état ?

Dans le moment où l'être humain n'utilise pas les résultats de son travail pour soi, mais entre dans la relation de l'échange de prestations avec d'autres humains, ce qu'il fait devient du travail dans le sens économique du terme. Dans le processus de production, la formation de valeur prend son point de départ dans le travail qui d'un côté, appliqué sur la nature, conduit à la valeur d'extraction/d'obtention à la nature ; de l'autre côté, organisé par l'intelligence, à la valeur d'organisation. Les deux pôles de la formation de valeur se tiennent dans un rapport inverse se conditionnant réciproquement : sans valeur d'organisation (travail organisé par l'intelligence), pas de développement, mais sans valeur d'extraction/d'obtention à la nature (travail appliqué à la nature), la valeur d'organisation ne pourrait se réaliser. La valeur d'organisation se trouve au pôle opposé de la valeur d'extraction/d'obtention à la nature et se mesure en épargne de valeur d'extraction/d'obtention à la nature. ⁽³⁾

Il ne se compare pas des substances, respectivement des biens, aussi non d'abstraites masses de temps de travail (tarifs/taux horaires). mais seulement des valeurs les unes



autres. Le problème repose, comme dit, dans l'évaluation/l'estimation/la mesure de la prestation de l'un vis-à-vis de celles des autres, afin que et de sorte que, jusqu'à ce qu'il puisse fournir une prestation équivalente, il puisse satisfaire ses besoins de celles des autres et d'ailleurs par un libre déploiement des besoins.

Formuler le problème ainsi n'est aujourd'hui pas possible à l'actuelle manière de voir de l'économie bien que tout être raisonnable conviendra qu'il s'agit là purement et simplement du problème social fondamental. Car d'abord la saisie de la valeur à partir du moment de sa formation, livre la mesure pour la compensation entre besoin et valeur de la prestation.

La mesure de la valeur d'origine/primordiale - du point de vue qualitatif et quantitatif

L'ensemble des résultats du travail corporel d'un nombre de population déterminée appliqué immédiatement à la nature à l'intérieur d'un certain délai, pour l'actuel système de calcul, une année, constitue la mesure étalon pour la valeur de toutes les prestations. Cette « mesure de la valeur originelle/primordiale » livre un contexte quasi pré économique, en lequel la valeur attribuée à un bien par le besoin et par la production est identique, ce en quoi besoin et produit de la nature élaboré corporellement sont à considérer comme une unité, une valeur monétaire tout d'abord non encore définie – une représentation de chose, non monétaire. La valeur vient cependant en premier à validité/à valoir, aussitôt que le travail sera organisé par l'esprit, là vient en premier du développement dans les produits/fabrications, aussi dans les besoins ; là survient la division du travail, avec elle la circulation économique de produits transformés de la nature et avec cela le problème du clivage de valeur de fabrication et valeur de besoin.

[72]

Dans la mesure primordiale/originelle de valeur, basée sur la création de valeur qui résulte du rapport entre le nombre de la population et la base de nature nécessaire, chaque humain se retrouve lui-même comme mesure de part, dans « la quote-part sociale » (valeur originelle/mesure originelle de valeur par tête) comme rapport de grandeur pour la valeur de sa prestation. Une compensation entre les besoins humains et la valeur des prestations humaines sera atteinte lorsque le prix et le revenu ne sont pas assignés l'un à l'autre en tant que variables dépendantes l'une de l'autre, mais que la valeur de la prestation et le revenu, c'est-à-dire la valeur de production "objective" d'un bien basé sur le principe du coût et la valeur de son besoin "subjectif" sont ramenés à une unité d'origine en tant que variable de référence supérieure au produit de la vente du résultat du travail (revenu du travail), c'est-à-dire à la valeur d'origine/originelle. L'orientation de la production de biens en fonction de la seule demande, en fonction du prix de marché à obtenir, ne peut pas déterminer si un bien est produit à une valeur qui est essentiellement égale à la valeur des autres biens pour lesquels le producteur a une demande pendant le temps où il les utilise pour produire un service égal ou équivalent. En raison de l'interdépendance de la production et du revenu, la valeur économique réelle en tant que référence pour la production et le revenu reste indéterminée.



cette du résultat du travail de l'individu avec sa quote-part sociale au niveau d'un bilan. C'est la condition préalable pour qu'une compensation associative entre les prix, d'une part déterminés par les besoins et, d'autre part, exigés par la production. Le quota/quotient social (revenu annuel) livre la ligne directrice pour le revenu individuel convenu par contrat dans le secteur des entreprises et pour les rémunérations dans le secteur/domaine social de la société après analyse par l'organe de coordination (voir ci-dessous). Les revenus ne doivent pas être pensés comme identique au quota social, de manière égalitariste/faisant semblable. C'est en tant qu'« unité de compte », que le quota social a été nommé dans la séquence d'images du livre « *Wirtschaften in der Zukunft* » ("*Faire l'économie dans l'avenir*"), ce avec quoi devait devenir envisageable le quotient issu de la division de la "valeur d'origine divisée par le nombre de la population".

Le problème des/de prix découlant de la division du travail peut être surmonté si l'on considère comment chaque producteur de prestation, avec son quota social à l'intérieur de la devise (monnaie) définie ici, participe de manière idéale aux prestations des autres producteurs ; en réalité, ce rapport proportionnel global se déplace, mais la formation des prix visée de manière associative via la production (voir la suite), qui repose sur le respect des quotas, vise constamment à réaliser cet état idéal/idéal. ⁽⁴⁾

[73]



LA VALEUR ORIGINELLE

IDENTITÉ DE VALEUR

(de valeur de besoin et valeur de fabrication/production)

LE MOMENT D'APPARITION DE LA MESURE POUR LA COMPENSATION DE LA VALEUR



Provenant du nombre de la population à la base de nature nécessaire
la valeur originelle base de la création monétaire (devise) est
grandeur d'orientation du quotient social (revenu par tête)

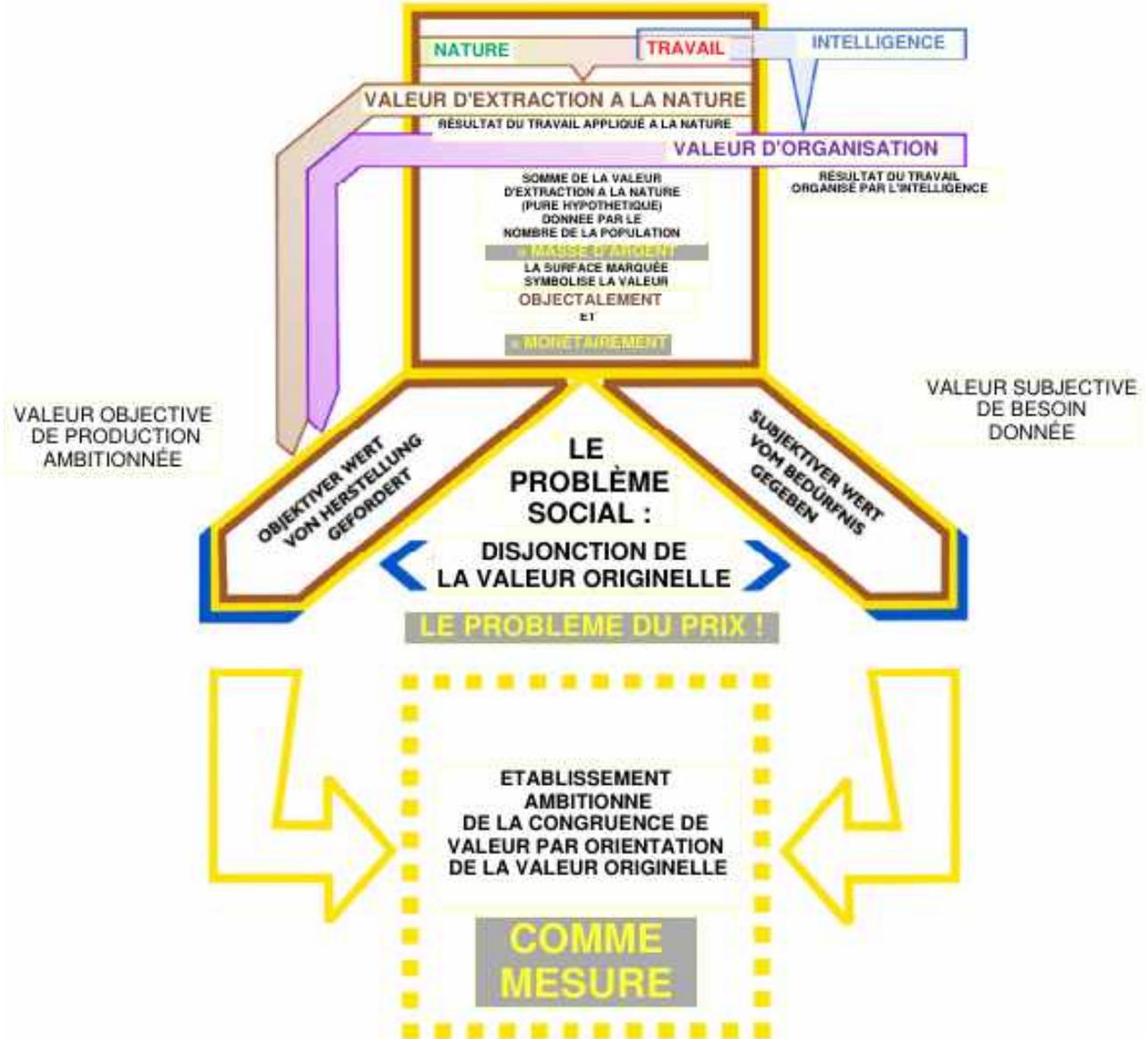
La devise est la somme des moyens de production activés,
auxquels du travail corporel sera fourni ;
le moyen de production primaire est la base de nature



LA SÉPARATION

DES VALEURS ORIGINELLEMENT IDENTIQUES
COMME CONSÉQUENCE DE LA DIVISION DU TRAVAIL

LES TROIS FACTEURS DE PRODUCTION
LES DEUX PÔLES DE LA FORMATION DE VALEUR



Le concept de valeur dans l'actuelle science

Comment l'actuelle science de l'économie parle-t-elle du problème de valeur ? Elle place face à face la valeur de production/fabrication d'un bien et sa valeur de besoin comme deux entités en soi. Partant de la dualité valeur de production/d'obtention/fabrication - valeur de besoin se sont développées historiquement deux théories de la valeur : une, ainsi nommée objective, basant sur le principe des coûts et une subjective, qui définit la valeur d'un bien par sa signification pour la satisfaction d'un besoin. Cette dernière, aussi désignée sous le nom de théorie de « l'utilité marginale/limite », découle/se dérive au fond de la façon de voir qui s'oriente à l'économie du marché de l'offre et de la demande de biens. Bien sûr, la demande découle/se dérive des besoins individuels des participants au marché. Mais comme chaque demandeur (après des biens) est en même temps un offreur (d'argent), se pose la question : comment parvient-il à un tel revenu, satisfaisant ses besoins, cela signifie, à pouvoir déclencher une demande correspondante ?

Les prestations, dit-on, proviennent de trois facteurs de production – selon l'actuelle définition : la nature, le travail, le capital. En référence à la création de valeur provenant de ces trois facteurs de production, toutes les prestations, matérielles et immatérielles, acquièrent le caractère de « travail appliqué à la nature », respectivement sont des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature ; tous les secteurs de l'économie, respectivement tous les actifs économiquement, seront mis sur le même plan, ce qui veut dire que leurs prestations seront considérées comme si elles étaient des produits/résultats du « travail appliqué à la nature », donc des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature. La « valeur d'organisation », à savoir la productivité du spirituel, *n'est pas* saisie en tant que telle.

La valeur des biens, respectivement des prestations, ne peut, par manque de compréhension/discernement de la formation de valeur en polarité inverse montrée plus haut, qu'être qualifiée et quantifiée par des prix en argent, comme aussi toujours cette "valeur en/d'argent" sera pensée comme venant en l'état, ou par le rapport entre l'offre et la demande ou par des coûts de salaire ou d'autres.

La création de valeurs survenue dans un espace économique, appelée produit intérieur brut (PIB)/produit social, sera définie aujourd'hui comme :

- La valeur en monnaie (le prix) de tous les produits finis produits (côté des offrants)
- La somme de tous les revenus du travail et du patrimoine (côté des demandeurs)

Le PIB/produit social sera donc défini par l'argent. Mais qu'est-ce qui donne à l'argent son contenu ? Le PIB/le produit social ! Cela signifie qu'on fait une chose qu'on n'aurait jamais la permission de faire en mathématiques : en effet, on dit que a serait une fonction de b et en même temps que b serait une fonction de a ! Ce faisant, on reste dans un indéterminé lors de l'évaluation de valeurs, sans cette mesure ou grandeur de référence/d'orientation qui permette de lui comparer les recettes des prestations et les revenus. Avec une représentation de la valeur en une pure forme de chiffre d'argent, il manque justement cette grandeur de référence/d'orientation, dérivée d'une représentation réelle/de chose de la valeur que le besoin attribue à un produit et qui est à amener en congruence avec la valeur que demande le producteur pour pouvoir subvenir à ses besoins grâce aux prestations d'autrui.

Qui considère de manière conventionnelle les facteurs de production nature et tra-



vail comme deux entités n'aboutit pas à des valeurs économiques comme exposé dans la première partie de « Faire l'économie dans l'avenir ».

[76]

Qui considère la valeur « travail appliqué à la nature » comme une entité, la saisit seulement comme production primaire (agriculture), mais ne saisit pas principalement son caractère de mesure.

Sans la connaissance de la formation de la valeur et du capital, de la création d'argent sur cette base et de la fonction intermédiaire du prix, telle qu'elle est définie dans « Faire l'économie du futur » et dans le présent écrit, la séparation du travail et du revenu, condition préalable pour surmonter les à-coups de conjoncture de l'économie tout comme financer les actifs spirituels et les purs consommateurs sans mesures et prélèvements coercitifs/de contrainte, ne peut être mise en œuvre.

Le rôle de l'agriculture

- L'émancipation de la base de nature - Capital = valeur d'extraction/d'obtention à la nature épargnée

Ce qui sera nommé division du travail repose sur les deux formations de valeur : le « travail appliqué à la nature » et le « travail organisé par l'intelligence » qui sont à comprendre comme deux principes inverses. Au cours du développement historique, ils se manifestent dans les deux domaines de la vie de société que sont l'économie productrice de biens et la vie de l'esprit. Aussi loin que la vie de l'esprit organise l'économie productrice de biens, cela conduit à l'industrialisme, une synergie intégrale de production du sol et de vie de l'esprit.

L'agriculture, comme travaillant immédiatement à la base de nature, place libre/exempte respectivement entretien la vie de l'esprit organisant ou non organisant, grâce à ses excédents. C'est un élément fondamental qui s'est révélé dans les développements précédents et qui est dissimulé/couvert par l'ordre actuel de la monnaie/de l'argent et du capital. C'est une évidence que, dans le sens économique, tout le monde vit du travail qui est lié à la nature, de ce qui provient de la nature. À nouveau, les excédents sont rendus possibles par la vie de l'esprit, organisant le travail. L'émancipation et la libération/l'exemption d'humains du travail directement à la base de nature au moyen de l'épargne/l'économie de travail (rationalisation) est de la formation de capital.

Le capital, à savoir l'équivalent de cette épargne de travail, est base d'existence de tous les humains placés libres/exemptés, oui, il obtient son sens seulement avec le financement des exemptés, exemptés relatifs pour une production matérielle supplémentaire, c.-à-d. production industrielle, comme production du sol « prolongée », ou absolument pour des activités spirituelles, par extension tous les « purs consommateurs » (retraite vieillesse, budget public, systèmes de la formation et de la santé, églises). L'actuel concept de capital ne contient pas cet aspect.

La forme de financement de l'exemption (relative) à des fins de production matérielle (industrielle), nous l'appelons "argent de prêt", qui est rendu transférable et négociable au moyen de la sécurisation (création de titres) et à partir duquel une contre-prestation matérielle est générée économiquement, de sorte que les prestations matérielles attribuées au quota social augmentent ; noté en pouvoir d'achat, celui-ci augmente.

La forme du financement de la production immatérielle de prestation respectivement le financement des « purs consommateurs » survient par ce que nous nom-



mons par le concept d'« argent de don/donation », aujourd'hui, dans tous les pays, celui-ci est encaissé comme don forcé sous forme d'impôts par l'État qui le redistribue/réparti en tant qu'agent de transfert. Le capital qui n'est pas fixé dans la forme d'argent de prêt devrait toujours être acheminé vers la consommation dans la forme d'argent de don, afin que l'exemption et la production qui doit être assumée pour celle-ci trouvent leur justification. Du capital amassé/retenu devient l'équivalent d'une production qu'on ne peut plus écouler.

[77]

De la formation de valeur et de capital, il s'ensuit que l'économie de division du travail, productrice de capital, est une économie de crédit ; elle utilise des prestations du passé pour en produire de futures. Les contre-prestations pour l'exemption viennent à la rencontre de la vie de l'économie de l'avenir. Quand un fabricant de machines vend une machine qu'il a produite, il n'est pas payé pour celle-ci, mais pour la période durant laquelle il fabrique/produit la prochaine.

Comme la nature et l'esprit dans le processus du travail se tiennent en rapport à la formation de valeur, dans un rapport de polarité inverse ainsi dans le temps en rapport au productif. En rapport au passé, le pur travail spirituel est improductif, là, seule la production matérielle de biens est à penser comme productive. Par rapport à l'avenir cependant même la pure activité spirituelle aimerait être considérée comme la plus productive, parce qu'elle crée plus ou de nouvelles valeurs. On peut citer pour exemple les inventions du calcul infinitésimal ou du système binaire qui se sont toutes deux écoulées dans la technique, ou la guérison accélérée du producteur de prestation grâce aux talents de son médecin.

Dans un but de simplification, nous appelons « fournisseurs/prestataires de travail » ceux qui sont actifs dans l'agriculture et l'industrie, bref ceux qui se tiennent dans la production matérielle. Avec leurs prestations, ceux-ci génèrent économiquement le contenu de toutes les quotes-parts sociales, aussi bien les leurs que celles des « purs » consommateurs (voir ci-dessus) ; cela signifie ; ils génèrent économiquement tout l'argent d'achat, dont la part de capital – mais maintenant dans la forme du concept nouvellement saisi – est argent de prêt et de don. La satisfaction de tous les besoins spirituels, culturels sera rendue possible au moyen de quotes-parts sociales revenant aux « purs » consommateurs (argent de donation). La compréhension actuelle hésite tout d'abord : Toutes les quotes-parts sociales comprennent directement seulement des prestations matérielles, aussi celles dans les mains des « purs » consommateurs, auxquels comptent aussi les actifs spirituels. Ce que les « purs » consommateurs reçoivent comme leurs quotes-parts sociales en la forme d'argent de donation, ce sont toujours des « bons » pour des produits matériels. Cela repose déjà fondé en ce que la valeur d'organisation (capital) est définie comme épargne de valeur d'exploitation/d'obtention à la nature.

Exprimé en une formule :

Tout travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi se lie le travail provient/prend souche de la base de nature. Car c'est ce dont chacun vit, ce dont chacun a besoin. Et pour ceux qui comme « purs » consommateurs, ne fournissent pas de travail à la base de nature, donc en épargnent, ce sont ceux restant dans la production matérielle qui doivent en assumer cette part/générer cette part avec la leur. ⁽⁵⁾

Répetons encore une fois comment des valeurs apparaissent à l'intérieur du proces-



sus de production : des valeurs apparaissent par l'application de travail sur la nature. Des valeurs apparaissent par l'application de l'intelligence sur le travail et, par extension, sur le capital qui en est apparu. Les valeurs apparues par l'application de l'intelligence sont saisies quantitativement par ce qu'elles *épargnent*, de valeur apparue par le travail appliqué à la nature.

[78]

Par la division du travail, de la valeur d'organisation est contenue dans les prestations matérielles et ramène/reconduit celles-ci, numériquement/en mesure chiffrée, mais seulement exprimée en une monnaie/un argent comme comptabilité des prestations ou valeurs, à une somme/un argent toujours plus restreint/e. C'est dans la comptabilité d'ensemble de l'économie, la compensation de la production du sol par la vie de l'esprit organisatrice. Ainsi la valeur de la quote-part sociale reste *constante*, aussi lors de l'augmentation des prestations qui lui reviennent/retombent sur elle.

Quand nous décrivons/désignons comme rente foncière, le rendement du sol, par extension la base de nature, sous prise en considération de la productivité, ainsi nous pouvons dire que par elle sera entretenu l'ensemble de la vie de l'esprit : le domaine de la santé et de la formation, la retraite vieillesse, toutes les institutions étatiques (sous forme d'argent de don, voir plus haut). La rente foncière est donc rendue possible par la vie de l'esprit organisatrice. Sa forme de financement argent de prêt (voir en haut), notamment en rente foncière transformée en capital d'entrepreneur opère/œuvre, sur la base de ses prestations, comme une donation à la collectivité. Car la vie de l'esprit organisatrice, vit certes de l'avance/l'acompte de la production du sol, mais elle ôte du poids à la valorisation des prestations produites par travail corporel, proportionnellement à son efficacité, et compense ainsi la production du sol avec la hausse de la quantité de prestations par quote-part sociale. Un remboursement du capital d'entrepreneur correspondrait/signifierait, comme exposé dans « *Faire l'économie dans l'avenir* » dans le chapitre « *Division du travail et capital* » page 26, (ndt le versement d') une rente aux faux bénéficiaires. Dans le paragraphe suivant « *Contrainte à la croissance* », sera traité comment, dans le système actuel, la vie de l'esprit organisatrice, perçoit quand même une rente et en conséquence de la monétarisation de la valeur d'organisation, entrave la compensation/péréquation compensatrice avec la production du sol.

De quoi le bien-être/la prospérité d'une communauté humaine est-il dépendant ?

- De la richesse de la nature
- Du nombre de la population qui s'y répartit
- Du degré de formation

Propriété et argent/monnaie - aujourd'hui et demain

Maintenant les humains se tiennent les uns aux autres dans un rapport qui n'est pas seulement caractérisé par le pur échange de prestations, mais également/dans le même cas des liens juridiques, respectivement des engagements qui concernent des pouvoirs et des limites tout comme de la communication spirituelle, culturelle. De la vie de l'esprit rentre/enménage dans l'économie de crédit quelque chose qui indique sur le potentiel générateur de valeur propre à chaque individu.

Au niveau actuel de l'évolution de la société, le capital est le moyen par lequel des facultés individuelles peuvent devenir actives utilement pour de larges domaines de la vie sociale. Toutefois une mise en œuvre fructueuse de ces facultés individuelles



au moyen du capital ne peut se présenter sans une libre disposition sur celui-ci. Cette libre disposition est fournie par la propriété. Avec cela deux choses sont liées dans la vie en société, qui sont de signification entièrement différente pour celle-ci : la libre disposition sur le capital et le rapport de droit dans lequel le propriétaire du capital, par son droit d'en disposer, entre avec ceux qui en sont exclus.

[79]

Ce n'est pas la libre disposition originelle du capital en soi qui est néfaste pour la vie en société, mais quand ce droit persiste alors que les conditions qui étaient à l'origine de la transmission à un individu ou un groupe ne sont plus données. C'est pourquoi, comme propriété prospective, sera à ambitionner une propriété liée à la durée des facultés individuelles productives en conséquence de quoi *une propriété tournante*.

La faculté d'invention individuelle, donc de la vie de l'esprit produisant une valeur d'organisation trouve dans l'argent/la monnaie un moyen grâce auquel la fonction transfert de valeur reposant sur la mobilité rend possible la création de nouveaux moyens de production et ainsi la formation de nouvelles valeurs. L'utilisation du pétrole et de l'électricité, les programmes informatiques de planification et de gestion des processus de production sont des exemples techniques impressionnants réalisés par les facultés d'organisation de la vie de l'esprit.

L'économie monétaire, phénomène d'accompagnement de la formation de capital, a la particularité de prêter le caractère de marchandise à tout ce à quoi elle trouve utilisation. Un bien devient « marchandise » quand il est échangeable contre une quantité d'argent, dans laquelle ses caractéristiques spécifiques ne trouvent plus leur expression. Si la propriété s'empare de l'économie monétaire, celle-ci ne transforme plus seulement les prestations en marchandises, mais aussi les facteurs de production sol et capital, et avec cela aussi le travail qui est payé du capital. La possibilité de vendre, la possibilité de mettre en gage, la possibilité de charger de la propriété conduisent à une interdépendance du système d'argent et de crédit existant ; qui par la création de crédit garanti par la propriété à l'intérieur du système bancaire, lié à l'initiative entrepreneuriale, a déclenché un accroissement continu, non seulement de la quantité de marchandises, mais aussi de la masse monétaire et du capital, qui combiné au caractère de marchandise conféré aux moyens de production, a un effet destructeur sur la qualité de la vie (nature et culture). ⁽⁶⁾

La marchandise fond et sol (foncier)

Pour la valeur des biens de consommation produits par lui, l'être humain a, comme nous l'avons vu précédemment, une mesure étalon immédiate dans ses besoins. Mais il n'a pas, dans le même sens, une mesure de valeur pour le sol et les moyens de production artificiels une fois que ceux-ci sont fabriqués. Un pareil étalon ne se donne en premier que des complexes structures sociales dans lesquelles se tient l'être humain. Et c'est pourquoi dans l'ordre monétaire défini prospectivement ci-dessus possédant le caractère de comptabilité des prestations, il ne reste ou n'est implicitement disponible aucun argent pour le sol et les moyens de production, parce que sinon la mesure étalon pour la quote-part sociale serait perdue/se perdrait, ce qui est justement le cas aujourd'hui puisque, dans ce système de propriété et de crédit, le capital peut se fixer dans le sol et les moyens de production artificiels. Par cette rente forcée, le capital ainsi accumulé agit comme un agent de renchérissement général.



La marchandise travail

À partir des actuels rapports de propriété, le rendement/la recette de la prestation est propriété de/du capital. À partir de la compréhension actuelle, le capital est plus-value contenue dans la recette de la prestation. Le capital, à partir duquel le travail est ensuite payé comme une marchandise sous forme de salaire, est, dans la façon actuelle de voir le capital et le travail, pour sa multiplication, soucieux d'éliminer le travail comme facteur de coût, ce qui doit conduire au chômage. L'allocation chômage/le soutien des chômeurs/des dépourvus de travail, qui est aujourd'hui financé par l'État au moyen d'impôts et d'endettement, sans relation ni transparence, devrait, du moins partiellement, compenser la perte individuelle de pouvoir d'achat passée au capital, revenu du travail transformé en revenu du capital.

En soi, l'exemption est donc souhaitable grâce à la création d'une valeur organisationnelle, mais pour d'autres motifs et avec d'autres objectifs, et doit donc être garantie en termes de revenus au moyen d'argent de prêt ou de donation.

Mais le travail lui-même est aussi occasion/opportunité de revenu, c'est pourquoi l'impulsion de l'économie repose aujourd'hui en se procurer le revenu le plus élevé possible par la masse de biens produits. C'est pourquoi aujourd'hui le capital et le travail sont soucieux/désireux d'acquérir autant qu'ils peuvent extraire, voire extorquer de l'ordre de société, au moyen de travail inutile – et à cause de cela d'une économie de gaspillage. ⁽⁷⁾

Ce n'est que sur la base du nouveau concept de valeur élargi, qui conduit au concept de la quote-part sociale comme mesure étalon, que se laissent représenter séparés l'un de l'autre la recette de prestation et le revenu et amener dans le rapport de compensation ambitionné (voir « mesure de la valeur originelle »). Il s'ensuit que chaque recette de prestation peut reposer sur le besoin provenant librement d'un progrès culturel et ne doit plus être créée par la contrainte au revenu sur la base de grandeurs non déterminables dans le contexte de l'économie considérée dans sa totalité. Parce que constituant la création de monnaie, aucune quote-part sociale ne doit porter le caractère de coûts. Il ne faut pas se la représenter comme arithmétiquement fixe, mais dans une dynamique constante en relation avec le tout. L'organisation du travail par l'intelligence permet aux fournisseurs de travail/prestataire de travail de réaliser/généré des quotes-parts sociales en plus/en sus des leurs. Subséquemment/Par cela les dépenses et les encaissements seront, seulement parmi les prestataires de travail (qui théoriquement travaillent seulement corporellement) libérés de leurs relations sinon fixées, qui consistent en ce qu'ils gagneraient seulement entre eux ce que coûtent leurs prestations. Dans le livre « *Wirtschaften in der Zukunft* » ("*Faire l'économie dans l'avenir*"), l'aspect de la « non-égalisation de la quote-part sociale » serait/a été fondé avec l'existence de purs consommateurs, aussi loin que ces prestataires de travail sont à classer à la mesure de revenu/pour ce qui concerne leurs revenus, mais pas à la mesure de leurs dépenses. Ainsi la liberté, l'inégalité, le « chaos » conditionnés par le besoin s'introduisent/viennent dans le système. Cela contient donc du progrès, car parce que toujours plus de prestations proviennent du sol par l'organisation du travail (rationalisation), les prestations revenant au pouvoir d'achat des bas revenus peuvent augmenter en conséquence même lors de plus grands écarts de revenu.



La marchandise capital

Au lieu de correspondre à des besoins qui reposent sur l'évolution culturelle, la formation de capital peut être forcée, à partir des rapports/conditions de droit et d'argent existants, dans la forme d'exemption parasitaire du propriétaire de sol ou de moyen de production comme un pur consommateur, et obtient par cela un caractère de rente.

A un tel déploiement de pouvoir injustifié par la propriété s'oppose sa limitation temporelle tout comme la transition de capital en argent de prêt et de don, comme cela ressort du système monétaire nouvellement compris.

Aujourd'hui sera certes parlé d'économie basée sur la division du travail, mais la pensée et l'action économique n'a encore délaissé le point de vue de l'autosuffisant/l'autarcique. Le capital, bien qu'il soit déterminé au fond comme une contre-valeur de l'exemption conditionnée par les besoins pour le cycle économique sous forme d'argent de prêt ou de don, est aujourd'hui, sur la base de son caractère de marchandise, fixé sur ce que, comme propriété non limitée dans le temps affectée à un individu ou une seule entreprise, ainsi qu'il peut être « stocké » (accumulé), comme les produits du sol (des céréales par exemple), par celui qui vit en autosubsistance/l'autosuffisant.

Sous quelles conditions et avec quelles conséquences, cela est-il possible ?

La contrainte à la croissance

La compréhension de lois fondamentales, négligées jusqu'ici, permet de surmonter ce problème.

Par principe on peut accumuler la contre-valeur monétaire de l'exemption (du travail appliqué à la nature = capital) en mesure de propriété dans le sens actuel du concept de propriété, aussi loin et aussi longtemps qu'on peut stocker des biens matériels, y compris fonds et sols. Le capital se laisse accumuler sous la forme d'argent de prêt ou de sa sécurisation quand celui-ci permet une mainmise directe ou indirecte sur les valeurs d'extraction/d'obtention à la nature. (Le point de vue de l'économie globale inclut l'accumulation individuelle purement nominale d'argent, sous forme d'avoirs en compte ou en espèces.)

Sa multiplication comme capital monétaire et sa rémunération en intérêts, aujourd'hui l'obsession de l'activité économique, exigent la rationalisation continue de la production agricole et industrielle dans le but d'une élévation continuelle de la production matérielle. Et ils exigent/réclament quelque chose de fondamental, à savoir que la masse monétaire croisse tout bonnement avec la masse des prestations, oui, indépendamment de celle-ci absolument, ce qui déborde en une monétarisation des valeurs d'organisation. ⁽⁸⁾

Quand – ce qui est possible grâce au système de propriété actuel – l'exemption du travail appliqué au sol respectivement la formation de capital peut être forcée et la part compensatoire de la valeur d'organisation contenue dans le revenu des prestataires de travail en être retirée par dilution de la monnaie pour la création de nouvelles productions matérielles, les revenus des prestataires de travail et des « bénéficiaires/dépendants d'argent de don » sont sous pression. Dans la lutte de concurrence entre les revenus du capital et du travail, dans laquelle toute production serait déplacée le plus volontiers vers des lieux où les coûts salariaux s'approcheraient asymptotiquement du zéro, ce ne sera plus le besoin, mais le rendement/la recette



de la prestation, au but de se procurer revenu et capital, qui devient le moteur/l'initiateur de l'activité économique et le déclencheur de la contrainte à la croissance.

[82]

En résumé, le problème peut être formulé ainsi :

1 - Comment peut être obtenu que les prestations (résultats d'un travail) reposent sur la demande déployée par un besoin apparaissant librement et non pour répondre à des besoins créés par un processus économique propre dans le but de créer des recettes de prestation ?

2 - Comment peut être évité au maximum le travail inutile, donc une économie de gaspillage pour l'être humain et la nature ?

3 - En tenant compte de ce qui précède, comment peut se réaliser une valorisation réciproque des prestations que leurs recettes permettent aux producteurs/fabricants de satisfaire à leurs besoins et à ceux de leurs proches, purs consommateurs, grâce aux prestations d'autres durant le temps qui leur est nécessaire pour fournir une prestation identique ou de même valeur ?

(Qui croit que l'exigence 3, se laisserait résoudre par le pur rapport de l'offre et la demande, ignore les conditions préalables, à savoir/notamment que la recette de la prestation et le revenu du travail n'ont pas la permission d'être des grandeurs qui se conditionnent réciproquement, qui soient interdépendantes !)

Les connaissances acquises par l'observation de l'économie dans sa totalité qui permettent au futur organe de coordination de réaliser la péréquation/compensation entre les prix dictés par le besoin et ceux exigés par la production pour réaliser approximativement les quotes-parts sociales qui lui sont attribuées. Ce sont :

- Les deux pôles de la formation de valeur en tant que polarité inverse entre le travail corporel et le travail spirituel dans le sens économique.

- La somme des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature, pouvant être désignée comme « production originelle/primordiale », comme le résultat hypothétique du pur travail corporel et comme mesure « objectivée/objectale » de chaque formation de prix.

- La formation de capital comme équivalent de l'émancipation de la production de prestation à la nature sur la base de facultés spirituelles et de la valeur du travail spirituel comme équivalent du travail corporel épargné.

- La transition du capital en argent de prêt et de donation.

- La détermination/fixation d'une masse monétaire comme équivalence de la somme des valeurs d'extraction/d'obtention à la nature (= production primordiale) et avec cela la fixation du « revenu originel/primordial » comme mesure nominale des quotes-parts sociales, glissière de sécurité des revenus individuels. Ainsi avec cela, les recettes de prestation et les revenus ne sont pas dépendants les uns des autres, mais orientés d'après une grandeur originelle/primordiale, ce qui libère les revenus de la contrainte à la croissance en conséquence de leur couplage immédiat à la recette des prestations. Si la valeur dispensée par le besoin et exigée par la fabrication/production sont alignés/adaptés l'une à l'autre, subsiste donc comme dans la production originelle, l'unité du besoin et de la production de prestation, la couverture des besoins de tout en chacun par production conditionnée par la demande est réalisé avec le rapport à la quote-part sociale sur la base de l'établissement associatif de prix.

- La limitation dans le temps de la propriété liée au moyen de production comme



médiateur de la libre disposition du capital au service de facultés utiles pour toute la société.

Amalgame de l'intérêt du capital et de la rente foncière

Nous avons rendu visible comment, au moyen de l'organisation du travail par l'intelligence apparaît une émancipation du travail de la base de nature, du capital. Le capital peut maintenant prendre deux chemins, l'un étant celui d'une rente dans le sens de la consommation directe, ou l'autre, celui de l'accumulation de capital d'entrepreneur. Le premier cas est aussi pratiqué aujourd'hui par les pures conditions (juridiques) de propriété, ce sur quoi il a déjà été indiqué, et agit tendanciellement au renchérissement. Le dernier cas, relève aujourd'hui d'intérêts de propriété, mais peut servir le progrès économique avec la tendance à faire baisser les prix dans le sens de l'adaptation compensatoire exposée plus haut (étant présumé naturellement que la masse monétaire ne soit pas augmentée comme aujourd'hui avec la masse des prestations). Des conditions actuelles de la propriété tout comme de la création de monnaie et de crédit résulte une monétarisation des valeurs d'organisation. C'est pourquoi l'intérêt du capital s'est confondu avec la rente foncière et, comme part de cette même, a crû en montants au-delà de toute proportion. Sans rente foncière, cela a déjà été dit, la société humaine ne peut vivre. Le problème réel, dans la lutte agitatrice qui doit être menée contre l'intérêt, est comment, par la considération de l'économie dans sa totalité, la production du sol et la production spirituelle (le champ des facultés et des idées humaines) peuvent être amenées en lien nécessaire sain. C'est à cela que servirait un organe de coordination futur qui n'administrerait pas de manière vague et dirigiste, mais en connaissance de la formation de valeur et de prix et qui, grâce au système monétaire qui en découle, rendrait transparents les revenus des bénéficiaires d'argent de prêt ou de donation. Cet organe de coordination sera décrit plus loin. ⁽⁹⁾

[84]

II. L'avenir de l'argent

Aujourd'hui celui qui se préoccupe du thème des perspectives de l'avenir économie ou sociétal en général se voit immédiatement confronté à des jugements émotionnels qui varient selon la position sociale occupée par celui qui les porte. Quiconque se trouve du côté de la chance argumente volontiers ainsi : ne vous faites donc pas de pensées inutiles pour l'avenir ; jamais encore le niveau de bien-être matériel n'a été aussi élevé qu'à notre époque – du moins sur le vieux continent. Les gens ne connaissent pas la faim ; grâce à notre service de santé, la durée de vie est plus longue que jamais, la mortalité infantile minime. Tous disposent de tellement d'argent et de temps libre qu'ils peuvent voyager dans le monde entier, faire des vacances. Les restaurants, les centres de loisirs, les expositions, les salles de concert, les théâtres, les opéras sont bondés. Bref, du pain et des jeux à profusion ! Et en plus de cela, notre système de prévoyance sociale empêche la chute au-dessous du minimum existentiel.

Celui qui ne se trouve pas justement du côté des bienheureux ou n'est pas employé dans une banque ou un institut financier laisse entendre d'autres propos. Il voit le présent et l'avenir un peu moins roses et met le doigt sur différents problèmes : les propriétaires du capital qui exercent une pression permanente en vue d'une crois-



sance continue de la productivité ; le risque de chômage ; les conséquences écologiques d'une économie d'usure et de gaspillage ; la baisse de qualité des aliments avec pour conséquence une augmentation des atteintes à la santé qui, à leur tour, font grimper les prix des services de la santé ; des déficits grandissants dans le système de sécurité ; un intérêt faiblissant pour le travail, sauf pour le revenu qu'on en retire ; un fossé toujours plus large entre riches et pauvres et la migration internationale qu'il engendre. Bref, une détérioration de la qualité de vie et des perspectives sombres pour une libre et constante évolution spirituelle et culturelle de l'humain.

C'est un fait que la contrainte à la croissance décrite a conduit à un énorme accroissement du rendement et de la production de biens. Mais l'organisation et l'automatisation du travail qui permettent la formation de capital et la croissance de celui-ci comme but en soi ont donné une impulsion mécaniciste à toute la vie en société. Fait caractéristique, le principe de l'économie de marché est présenté comme exemple de système régulé dans un ouvrage de physique.⁽¹⁰⁾ Et avec le temps, cette impulsion mécaniciste limite le libre épanouissement des besoins pour une part de plus en plus grande de la population – dans un premier temps avant tout en qualité. Mais peut-être bientôt... aussi en quantité ?

Dans la première partie de ce travail, nous avons mis le doigt sur le dynamisme propre au système de la formation sur la base d'une science reposant sur une libre formation de jugement et une vie de l'esprit s'édifiant sur cela comme instigatrice de la valeur d'organisation. Une vie de l'esprit animée d'une conscience moderne doit donc ressentir comme une insupportable contrainte tout ce qui veut l'atteler sous le joug de la valeur d'utilité immédiate de l'économie et d'un doctrinarisme juridico-politique (maintien, étranger à la réalité, à une opinion théorique). Les impulsions pour le contenu des vies de droit et d'économie doivent venir d'un système de formation libéré de toute tutelle, autonome, pour que l'évolution de la culture puisse être ressentie comme libre. L'autonomie des vies de l'esprit et de l'économie est la plus importante revendication sociétale de notre temps.

[85]

La pensée de la « tri-articulation de l'organisme social » fut publiée par Rudolf Steiner, pour la première fois à l'époque, très critique pour l'Europe du centre, de la première guerre mondiale et propulsée comme impulsion pressente du temps, mais ses contemporains se sentirent dépassés et impuissants. Les oppositions à cette idée sont actives jusqu'à l'heure actuelle, et ceci pour diverses raisons, mais elles ont fait que dans l'évolution sociale rien n'a réussi à empêcher les contraintes et les destructions. Toutefois, ce n'est que lorsqu'on a une vue vers des six points cités plus haut (comme « *connaissance d'ensemble de l'économie* », que l'on peut renoncer au rôle de l'État actuel comme agent de transfert et restructurer, chacun dans son autonomie, les différents domaines qu'il gère maintenant encore en une administration centralisée. Sur la base de ces vues, l'économie se gère elle-même. Simultanément il faut que l'État se redéfinisse comme responsable des domaines qui sont conformes à son essence : le droit et la politique, la sécurité, l'hygiène publique et le régime pénitentiaire.

La division du travail progresse continuellement, les professions deviennent de plus en plus spécialisées. Cette division du travail et cette spécialisation sont en train de restructurer la planète comme domaine économique et d'ailleurs de la manière qu'à



l'« Euramérique » (c'est-à-dire les États-Unis et les pays européens leur étant directement liés), revient la création de valeurs d'organisation), par contre, la production de valeurs d'extraction à la nature est délocalisée vers l'Eurasie et les autres régions terrestres restantes.

C'est en premier dans un domaine de la vie de l'esprit indépendant, sous forme d'une considération économique d'ensemble, que peut exister un pôle d'opposition à ce morcellement territorial en sortes d'états sociaux (NDT Au sens des états platoniciens)/de conditions sociales des intérêts humains globaux. Car, sans compréhension des principes économiques qui gagnent sur la rationalisation et la spécialisation et sans confiance sociétale dans laquelle la volonté individuelle peut s'identifier avec le sens social embrassant l'ensemble, toute l'économie tomberait dans des rapports de concurrence et dans la recherche d'avantages, ce qui en dernière fin devrait conduire à une décadence sociétale complète.

La pensée d'une administration certes autonome, mais coordonnée des trois domaines de la vie sociétale est si importante parce qu'elle rassemble/résume différents aspects du problème social actuel :

- Pour la vie culturelle, la gestion/l'administration autonomisée du système d'éducation signifie que les différentes populations vivant sur un territoire politiquement ou économiquement unifié déterminent leurs écoles et enseignants, facultativement leurs églises indépendamment les unes des autres par choix (NDT « Wahl pourrait aussi signifier « vote », mais ici il s'agit du choix personnel réel de chaque humain majeur).⁽¹¹⁾

- Pour l'économie se donne des administrations autonomisées des vies de l'esprit et de droit que fond et sol, les moyens de production artificiels ainsi que le travail seront dépouillés de leur caractère de marchandises. Car comme producteur du capital dans le sens de la nouvelle connaissance, le système de formation agit/œuvre par ses délégués dans l'administration/la gestion de l'économie, ce en quoi les délégués comme forces de direction exerceront la fonction de propriétaire de moyens de production et désigneront/détermineront eux-mêmes leurs successeurs en ce rapport sous la forme d'une transmission dépourvue de vente. Et la vie de l'économie obtient de la vie de droit les prescriptions d'après lesquelles le temps de travail après analyse de l'organe de coordination (voir en bas) sera fixé au moyen d'une votation démocratique et les perceptions de revenus comme répartition des quotes-parts sociales générées dans l'entreprise seront négociées par entreprise particulière.

- Dans le texte précédent, le point de vue d'une autogestion de l'économie est traité en première ligne et les deux autres domaines sont considérés aussi loin qu'ils possèdent des relations réciproques avec l'économie. Ainsi en manière d'exemple la question de l'étendue de l'agriculture ou de la l'exemption au sens des « purs consommateurs » contient un aspect à la fois culturel (scientifique), juridique et économique, cela signifie :

- quel besoin en quantité et quelle sorte d'aliments provenant des ressources de la propre base de nature,

- combien de sols devraient se tenir à la disposition de l'agriculture,

- combien de vie de formation et de culture sera demandée/réclamée; combien d'État (redéfini, voir en haut) est nécessaire,

- que signifie leur entretien pour la durée du travail ?

- L'aspect purement économique est celui de la production des prestations et leur



valorisation réciproque/mesure réciproque de valeur. Naturellement la fixation des prix se tient à nouveau dans un pendant avec la vie de l'esprit (entre autres par la valeur d'organisation) et la vie de droit (par la durée du travail ; car, reposant sur les besoins et négociées associativement, les quotes-parts d'argent de donation des actifs spirituels et purs consommateurs ne sont pas dépendantes d'excédents fortuits des prestataires de travail).

[87]

L'association, le domaine, l'organe

Maintenant, déjà en entrée, a été indiqué que lors des exposés précédents il ne s'agit pas d'un programme, donc non de directives pour un nouveau système. Comme le lecteur l'aura après tout compris, il ne s'agit pas de démolir ce qui existe, mais de ce que les responsables de l'économie d'un territoire économique tel qu'il s'est déjà constitué créent des connexions/liens entre eux à partir de la compréhension et sous les points de vue des principaux pendants présentés ici d'une économie considérée dans son ensemble, par la suite, aussi avec des entreprises d'autres territoires économiques. C'est là que seront fixés les détails sur la base d'une connaissance spécifique des choses et des expertises.

De telles liaisons conduisent à l'association.

L'association apparaît sous différentes formes d'organisation comme :

+ L'espace de la devise

Par cette création un territoire économique devient une unité. *Le graphique « La valeur primordiale » page 74 tout comme le « bilan » 12, page 23 dans « Wirtschaften in der Zukunft » (« Faire l'économie dans l'avenir »)* rendent clair que la devise prospective, exprimée par comptabilisation sur la mise à la base de la création monétaire postulée ici, est la somme des moyens de production activés auxquels est fourni un travail corporel, à hauteur de la quantité/masse de monnaie émise; le moyen de production primaire est le sol.

La devise sera structurée par le rapport du travail corporel au travail spirituel (qui devrait reposer sur le libre épanouissement/déploiement de besoins et est à représenter à cause de cela en fluctuation) et se répartit/se partage en quotes-parts sociales/quotients sociaux qui représentent, d'après le contenu, l'argent d'achat, notamment de pouvoir d'achat généré par les prestataires de travail, d'après la forme aussi d'argent de prêt et de donation.

Le mieux-être civilisateur d'un espace de devise est d'autant meilleur, que

- les prestataires de travail peuvent générer d'autant plus de quotes-parts sociales en plus des leurs (non par contrainte économique, mais sur la base de l'évolution culturelle)

- d'autant plus de prestations matérielles reviennent à la quote-part sociale.

+ L'organe d'observation

consistant en représentants (des secteurs/branches) de l'économie.

+ L'organe de coordination

consistant en délégués des trois domaines de la société, s'unifiant en soi et exerçant, selon les nouvelles connaissances, les fonctions :

- des actuelles associations d'entrepreneurs/patronales pour ce qui concerne la formation des prix;

- des actuels syndicats pour ce qui concerne les revenus;

- du fisc actuel pour ce qui concerne le financement des systèmes de la formation et



de l'éducation, de la santé et de L'État nouvellement défini (les offices de perception/recouvrement fiscal dans le sens actuel ne sont plus nécessaires);

- de l'actuel établissement des factures de l'État par coordination avec des besoins pour le futur.

Les tâches de l'organe d'observation sont:

1. La constatation :

- du nombre de la population ;

- du nombre d'actifs dans l'agriculture ;

- du nombre total des prestataires de travail;

- des actifs dans le service de l'État (en rapport à la génération des quotes-parts sociales des actifs dans le service de l'État et de purs consommateurs sont à considérer comme égaux/semblables, en rapport à leur distribution cependant pas, parce que cette dernière survient au moyen de levées d'impôt au sens d'un argent de donation obligatoire);

- des actifs spirituels et purs consommateurs.

[88]

2. La détermination de la masse monétaire d'après le nombre de la population, lors du passage sur le système d'argent de l'« économie associative » la banque centrale mettra le « nouvel argent » en circulation en créditant les comptes des habitants vivant dans son espace de devise des quotes-parts sociales (revenu annuel calculé). (Pour de plus amples détails, voir p. 23 et suiv. et les tableaux p. 26/27). Les écarts entre les revenus contractés des fournisseurs de travail ainsi que les revenus cotés/quotientés/soumis à des quotes-parts de bénéficiaires d'argent de don/donation vis-à-vis des quotas sociaux se corrigent par les transferts de compte des nouveaux comptes de dépenses des entreprises au tournant de l'année.

Les exposés suivants sur un futur ordre monétaire ne doivent pas être accueillis comme une recette rigide. Ils doivent être compris comme leur maniement raisonnable sur la base de la connaissance de la formation de valeur et de capital, d'une création de monnaie comme comptabilité des prestations avec le but de la compensation entre les besoins et la valeur des prestations au moyen du respect des quotas sociaux/quotes-parts sociales. C'est pourquoi des organes de l'économie associative peuvent délivrer des propositions individuelles/particulières divergentes pour la gestion/l'administration de la devise, aussi loin qu'elles ne contredisent pas les connaissances susmentionnées, afin de ne pas éliminer le parallélisme entre la valeur de chose et de signe.

3. L'observation :

- des prix, dont découle celle

- des besoins, dont découle celle

- de la réalisation/du respect des quotes-parts sociales, dont découle celle

- de l'éventuelle surproduction ou sous-production.

L'ajustement des valeurs avec l'aide de l'organe de coordination se passe :

- au moyen du transfert de travail au sein des prestataires de travail

- au moyen de transferts personnels entre des/les prestataires de travail et des/les accros à l'argent de don/(ndt patients d'un traitement à la méthadone !)



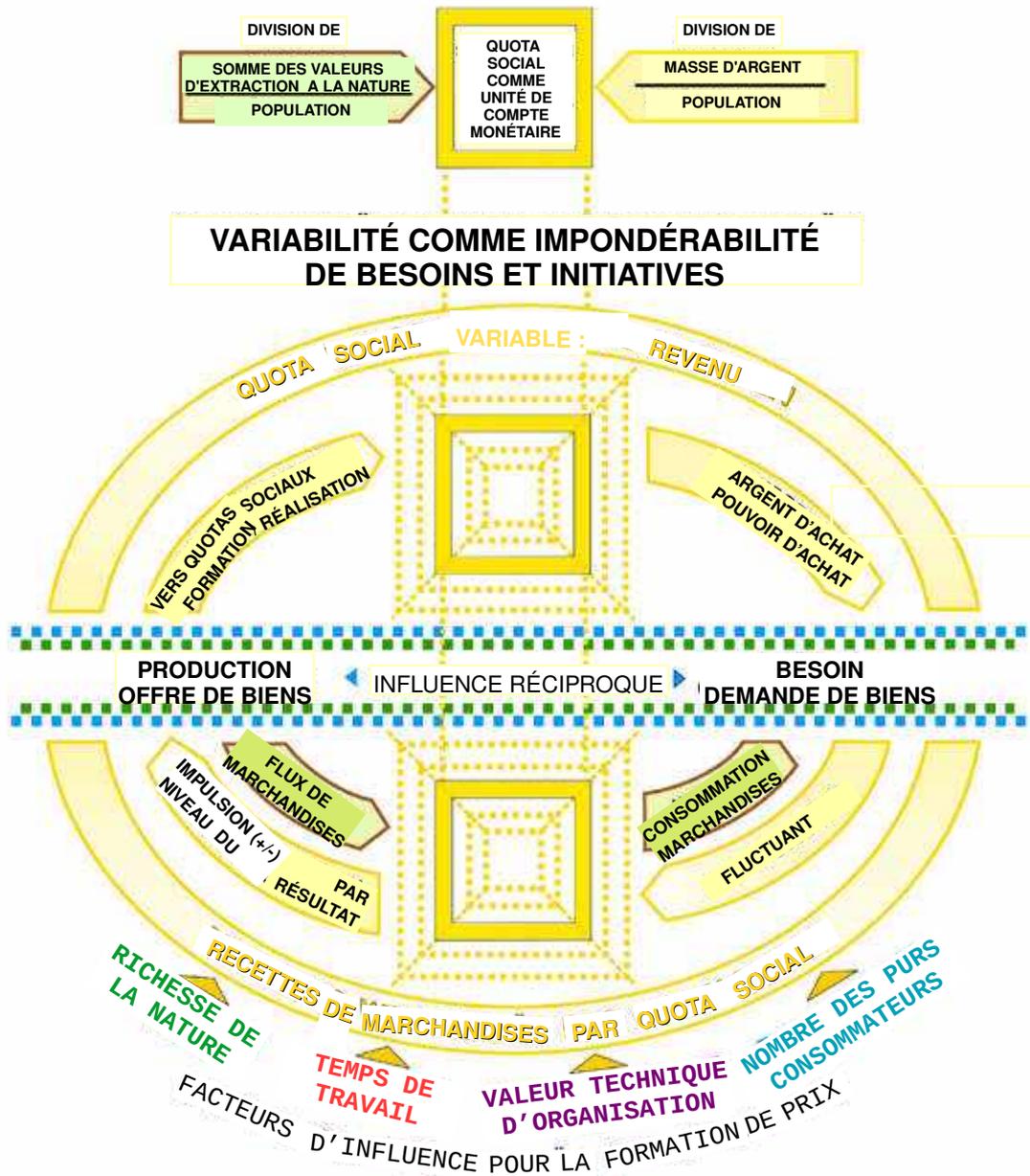
- au moyen de la durée du travail (prolongation ou raccourcissement), afin que des gains/recettes de prix de marché soient atteints qui permettent de réaliser les quotes-parts sociales (identité des valeurs) par lesquelles chacun peut satisfaire ses besoins par les prestations d'autrui, parce que son revenu contient sa part aux prestations des autres.

||



L'AJUSTEMENT DES VALEURS

Les carrés identiques correspondent à des grandeurs de comparaison monétaires pour des périodes identiques.
Sont comparées les quotes-parts sociales individuelles :
celles qui sont calculées partir des recettes sur les prix des biens avec celles exigées comme revenus.
Les carrés en pointillé montrent la mobilité par rapport à l'unité de calcul
comme grandeur d'orientation.



L'ajustement des valeurs par l'association au moyen du redressement de la production

1. d'après les recettes de prix de marché, ainsi que
2. soient atteints des recettes de prix de marché qui respectent les revenus «quotifiés» (identité des valeurs), ce par quoi.
3. chacun peut satisfaire ses besoins par les prestations d'autres parce que son revenu contient sa participation aux prestations des autres.



La masse monétaire - les différentes sortes d'argent - la circulation de l'argent

Si dans la première partie de cet écrit, l'argent a été considéré à partir de la compréhension de la formation de valeur, de capital et de prix, la suite traite de l'art d'appliquer ces connaissances à l'argent dans sa circulation. Avec Goethe on pourrait se laisser dire : « On pourrait appeler science : la connaissance du tout, l'abstrait/le déduit : savoir ; l'art, par contre, serait science appliquée à l'action ; la science serait la raison synthétique et l'art son mécanisme, c'est pourquoi on pourrait aussi l'appeler science pratique. Et ainsi, la science serait alors finalement le théorème et l'art le problème ».

Dans l'économie associative, la masse d'argent respectivement la devise est pensée définie comme équivalent nominal de la création « réelle/objectale/de chose » respectivement quantitative de valeur qui ressort du travail corporel existentiel indispensable d'un nombre déterminé d'habitants sur la surface du sol lui étant nécessaire. Par tête de la population, nous la désignons comme quote-part sociale (Qs). En mesure de pouvoir d'achat, elle est le revenu originel, qui comprend/inclus d'abord la valeur d'obtention à la nature (+) et alors l'ensemble de la valeur d'organisation (-). Elle contient le minimum, qui est nécessaire pour l'existence qui revient tout d'abord à la quote-part sociale, laquelle se remplit avec toujours plus de prestations avec l'accroissement de la valeur d'organisation. C'est pourquoi, en mesure de pouvoir d'achat, des revenus en dessous de la quote-part sociale peuvent être plus élevés que des revenus qui l'auraient dépassée dans le passé.

Partant de l'application de travail au « premier » moyen de production fond et sol, la monnaie est, sous prise en compte de la formation de capital, la somme de tous les moyens de production activés, mais elle est aussi la somme des quotes-parts sociales des prestataires de travail plus des dépendants de l'argent de donation ; les prestataires de travail définis comme producteurs de prestations immatérielles et purs consommateurs. Celui qui bute au terme « dépendant d'argent de don », peut le remplacer par « bénéficiaire d'une rente de base/foncière ». Il est essentiel de comprendre l'imbrication des activités des prestataires de travail et des bénéficiaires de dons, du travail plus physique et du travail plus spirituel, ainsi que la conditionnalité mutuelle de leurs prestations, qui conduit à la formation de capital.

Maintenant émerge la question de savoir sous quelle catégorie sont à compter certaines entreprises actuellement actives sous le concept de prestation de services, en manière d'exemple le transport d'informations, d'humains et de biens, le tourisme, l'hôtellerie, les jardiniers, les coiffeurs. Nous comptons parmi les prestataires de travail des actifs dont les prestations reposent sur des besoins couvrant de la matière.

Comment maintenant les travailleurs spirituels et les purs consommateurs dans le processus économique sont-ils saisis comptablement ? Cette saisie est le nerf de la guerre/le point bondissant de l'idée de tri-articulation sous l'aspect économique ! Les quotes-parts sociales des travailleurs de l'esprit et des purs consommateurs doivent être générées conjointement par les prestataires de travail, respectivement sont conjoints/adhèrent à leur revenu ; la valeur du travail spirituel correspond à ce qu'ils épargnent de travail corporel.

[91]

Les quotes-parts d'argent de donation se laissent répartir sur les domaines suivants de travailleurs de l'esprit et de purs consommateurs :

(voir aussi image 10 dans „ Wirtschaften in der Zukunft“ [„ Faire l'économie dans



l'avenir“] p. 60)

- Les actifs dans les services de l'État et dans la banque centrale
- Les juges (comme solution transitoire, encore affiliés à l'« étatique », à la place du secteur libre de la formation et l'éducation - („ Faire l'économie dans l'avenir“ figure 10)
- Les médecins, le personnel médical et soignant
- Les professeurs, chercheurs, enseignants
- Les représentants des institutions culturelles et des églises
- Les personnes âgées et les handicapés
- Les mères et les enfants

Dans les comptes d'encaissement indiqués ci-dessous, se collectionnent/s'accu- mulent comme part de l'argent d'achat des quotes-parts d'argent de donation comme part du capital généré au cours de l'année. Avec la conversion des comptes d'encaissement en comptes de dépenses au changement d'année, tout l'argent est remis/repasse en circulation, et avec cela au même moment aussi, tout l'argent de dons est à transférer sur les comptes des bénéficiaires d'argent de don de tous les domaines.

Les paiements en/d'argent des dons devraient en principe survenir directement d'humain à humain dans le sens d'une libre manifestation des besoins, non de ma- nière anonyme par l'intermédiaire de décideurs intermédiaires. Donc par exemple, les sommes/les argents pour l'école seront versés directement sur un - disons - un compte de collecte des enseignants de l'école d'après un choix. Ou par exemple, des parts d'argent de don de santé seront versées sur un compte d'hôpital ou un compte collectif de médecins régionaux auquel sont affiliés des médecins par choix.

Un maniement transparent et d'abord simple dans le paiement des quotas d'argent de donation à partir des comptes de dépenses au début de l'année aux différents do- maines proposés ici est l'attribution/la dotation directe ou indirecte par des comptes de collecte, des comptes avec les quotas leur revenant par les fournisseurs/prestataires de travail respectivement par leurs entreprises.

Les impôts seront payés, en manière d'exemple, dans la forme que les entreprises versent les quotas aux actifs dans l'État sur des comptes de collecte, et d'ailleurs se- lon la clé suivante :

1. Combien de quotas sociaux reviennent aux actifs dans le service de l'État en rap- port au nombre total de quotas sociaux dans la zone monétaire ?
2. Ce rapport, étendu aux recettes des prestations d'entreprise particulières, donne le montant de l'impôt.

L'appointement des quotas de pensionnés devrait survenir sur un compte de col- lecte régional, car oui des entreprises déclinent ou peuvent ne plus être en mesure de payer leurs quotas dans leur intégralité et ceux-ci doivent être repris par d'autres. Les entreprises individuelles, les entreprises artisanales en tant que payeurs de pensions sont volontiers à regrouper au niveau régional sous le point de vue du risque de succession, c'est-à-dire qu'elles sont à considérer au niveau régio- nal comme une unité.

Si pour les femmes mariées non actives professionnellement et pour les vieux de- vraient être payé peut-être de 0,7 - 0,9 Qs, pour les enfants, selon l'âge de 0,3 - 0,7 Qs, les entrepreneurs, respectivement la direction d'entreprise (vie de l'esprit), de- vraient disposer d'encore suffisamment de moyens pour de la « donation » selon une libre appréciation, par exemple pour des développements ou des recherches spéci-



fiques. Sans une telle liberté de disposition, de la direction spirituelle un progrès n'est pas possible. Il est aussi laissé libre jusqu'où de telles quotes-parts réalisées comme capital vont de nouveau en circulation comme argent de prêt ou de donation.

Le financement d'infrastructures dans les domaines mentionnés (par exemple, les bâtiments administratifs, les prisons, les écoles, les hôpitaux) survient en substance/d'après la chose par de l'argent de donation, mais d'après la forme comment de l'argent de prêts (une catégorie d'argent supplémentaire, voir ci-dessous), parce que, reposant sur la production matérielle, vient au profit des revenus des fournisseurs de travail et ainsi rend possible un flux continu d'argent vers les entreprises correspondantes. Justement parce que des prestations de l'évaluation/la mesure positive de valeur, ici des coûts statistiquement déterminés pour cela de tous les quotas sociaux, ceux des prestataires de travail comme aussi des bénéficiaires d'argent de donation, sont mis à la charge des entreprises.

Quand aussi pour l'économie associative prospective se donnera une nouvelle pensée, on peut d'abord utiliser les établissements et institutions existantes comme collecteurs de quotes-parts sociales. Les facultés et les responsabilités individuelles devraient être placées de façon toujours moins bureaucratique en vis-à-vis du libre déploiement des prestations.

L'économie associative repose sur la libre initiative des entreprises individuelles/particulières, ce qui est aussi valable pour les échanges avec l'étranger. Toutefois les critères pour le commerce mondial ne seront ni de détruire les bases de la production dans le propre espace de devise avec des importations à bas prix ni de viser des évictions/éliminations à l'étranger par des exportations. Bien qu'on aspire à une vue d'ensemble de la formation du prix et du capital dans les différentes régions du monde, dans un premier temps, une devise mondiale unique ne conviendrait pas, car celle-ci forçant le développement économique mondial contraindrait purement un nivellement des prix, sans tenir compte des prix déterminés par les besoins et exigés par la fabrication. Il sera tendu à atteindre un échange de prestations s'effectuant selon les mêmes points de vue que dans sa propre région d'économie associative, avec pour conséquence que les partenaires commerciaux intérieurs et étrangers puissent en tirer leurs avantages.

Les importations seront financées par les recettes sur les exportations ou des crédits sur un compte en devise propre ; le crédit survient sur un compte d'encaissement, est négociable, du reste, il est soumis aux conditions de comptes justifiées/fondées ci-dessous.

Les devises à valoir à l'étranger seront reprises par les importateurs et/ou les entreprises de tourisme par achat contre de la monnaie intérieure, les besoins en devises par des ventes de devises par des exportateurs et/ou des entreprises de tourisme et couverts par leurs avoirs correspondants en devise intérieure.

[93]





La circulation des différentes sortes d'argent

Dans les exposés précédents sur l'économie associative a été fondé pourquoi la future monnaie doit avoir la fonction d'une comptabilité des prestations. On peut ainsi réaliser qu'à travers la formation de prix (en argent) par les associations, chaque fournisseur de prestations peut satisfaire ses besoins et ceux de ses proches par les prestations d'autres fournisseurs de prestations. Ceci vaut autant pour les besoins matériels que pour les besoins immatériels. C'est ce qui donne son sens à l'économie basée sur la division du travail, mais est seulement possible en premier par le *parallélisme de la valeur réelle/de chose et de la valeur nominale/de signe*.

Le passage de l'économie d'échange, respectivement de l'économie monétaire/de l'argent à l'économie de crédit exige/conditionne/est conditionné par ce que l'on comprenne la formation de valeur en polarité inverse. La production du sol crédite, respectivement finance la production de prestations émancipées d'elle. Cela conditionne que les revenus sont à payer d'avance.

La quote-part sociale ou quota par tête de la masse monétaire par tête d'habitants comme étalon de la création de valeur à l'intérieur d'un cycle d'un an est le revenu annuel moyen. La totalité de la masse monétaire est mise en circulation en créditant, dans un premier temps, le compte de chaque individu recensé/saisi par l'association du montant de sa quote-part. Des retraits d'argent ne peuvent pas dépasser le montant crédité au début de l'année.

23

Les prestataires de travail qui génèrent les quotes-parts sociales des bénéficiaires d'argent de don, afin d'obtenir une transparence du système comme entreprises, ont à conduire séparément un compte de dépenses et de recettes. Leurs dépenses et leurs dons auront à survenir au débit du compte de dépenses de l'année en cours. Celui-ci sera nouvellement crédité du total du compte de recettes à la fin de l'année ; d'éventuels montants de crédit restants seront transformés en argent de don et/ou de prêt. Les comptes d'argent de prêt seront, comme les comptes de recettes, reportés à la fin de l'année sur les comptes de dépenses de l'année suivante des titulaires correspondants.

En ce qui concerne la tenue du compte de dépenses et de recettes, les entreprises comptent comme un fournisseur de prestations individuel; leurs collaborateurs tiennent un compte comme des dépendants d'argent de don. La somme des soldes des comptes d'encaissement/recettes plus les soldes des comptes de dépenses des fournisseurs de prestations (entreprises), plus les soldes des comptes des bénéficiaires/dépendants/d'argent de don, des collaborateurs d'entreprise et des comptes d'argent de prêt correspondent à la masse monétaire. Cette dernière s'adapte aux modifications du nombre d'habitants par l'ouverture, respectivement la fermeture de comptes avec le crédit, respectivement l'annulation du montant de la quote-part sociale. En ce qui concerne la circulation de la masse monétaire correspondant aux quotas sociaux, les nouveaux arrivants ou les émigrants doivent être assimilés aux nouveau-nés et aux personnes décédées. Une solution possible pour la gestion des comptes serait de créditer le quota social pour les nouveau-nés et les nouveaux arrivants en cours d'année, de créditer la différence des quotas sociaux complets sur les



comptes collectifs d'argent de don, d'équilibrer les comptes des personnes décédées et des émigrants à la fin de l'année et de débiter la différence jusqu'à leur quota social complet lors du transfert des comptes de recettes vers les comptes de dépenses où les quotas sociaux calculés des entreprises et des bénéficiaires d'argent de don qui en dépendent sont dépassés. Un contrôle des comptes est assuré par le réseau des succursales de la banque à billet/centrale.

La somme d'argent non utilisée de l'année précédente s'inclut dans la masse monétaire de l'année suivante. (C'est en même temps le montant manquant sur les comptes de recettes pour alimenter la masse monétaire).

[96]

Le système en lui-même rend une thésaurisation sur les comptes d'argent de don systématiquement improbable ; le cas échéant, elle se laisserait réguler par la limitation des reports en fin d'année. Par la séparation des comptes de dépenses et de recettes, les écarts par rapport à des encaissements précédents de quotes-parts sociales pourraient être saisis. Un égalitarisme est exclu dans le système prospectif de prestations.

Les prix des produits sont, dans un premier temps, à calculer comme somme des quotes-parts sociale des fournisseurs de travail nécessaires pour leur production comme personnes individuelles, ainsi que le pourcentage de dépendants d'argent de don leur étant assignés, plus les coûts des préachats et des investissements, qui doivent être crédités à la fin de l'année sur les comptes de prêts des entreprises bénéficiaires (à traiter comme indiqué ci-dessus) à partir des comptes de recettes de l'année en cours. L'évolution des besoins, les changements de qualité, la création de nouvelles entreprises, etc. entraînent naturellement des changements permanents dans les recettes des prestations par rapport aux quotas sociaux correspondants. Cette détermination - excédent ou déficit - est la quintessence des comptes annuels des différentes entreprises de production et la base du jugement de l'association.

En prévision d'investissements plus grands des comptes d'argent de prêts, transmissibles, peuvent être ouverts/aménagés chez des firmes d'équipement correspondantes, firmes de construction, d'automobiles entre autres, qui en finance leurs quotes-parts sociales en cours. Les comptes d'argent de prêt incluent deux processus non pleinement identiques : d'un côté, ils sont alimentés par du capital résultant de la rationalisation dans le but d'impulser une nouvelle production qui engendre une baisse générale des prix des biens (en fait argent de prêt). De l'autre côté, il leur flue de l'argent pour une accumulation de pouvoir d'achat pour maisons, voitures, etc.). Les flux d'argent qui leur confluent se consomment continuellement/couramment dans le processus de fabrication impulsé. Préserver l'efficacité du système d'un embouteillage de capital appartient aux tâches essentielles de l'association.

Quand l'argent est, comme aujourd'hui, un moyen d'échange indépendant, il acquiert par sa circulation une valeur propre qui lui ôte sa fonction de comptabilité. Le parallélisme de la valeur réelle/de chose et de la valeur nominale/de signe peut seulement resté garanti quand l'argent a le caractère d'une comptabilité, est donc monnaie scripturale ou de compte et qu'au numéraire/argent liquide revient seulement une fonction intérimaire. Comme tout l'argent, donc également l'argent liquide en tant qu'argent d'achat, entre chez les fournisseurs/prestataires de travail, ceux-ci devraient, par exemple, respecter la consigne suivante comme réceptionnaires de liquidités : » Dès réception, veuillez porter immédiatement cet argent à la



banque qui en créditera votre compte de recettes. Si vous l'utilisez directement pour l'acquisition de prestations matérielles ou immatérielles, vous augmentez certes votre potentiel de dépenses de cette année, mais diminuez celui de l'année prochaine, car celui-ci dépendra de l'état, en fin d'année, de votre compte de recettes de l'année en cours ». *Avec cette compréhension de l'argent et du système monétaire, les problèmes rencontrés jusqu'ici par les ordres monétaires alternatifs sont assainis.*

[97]

LE PARALLÉISME DE LA VALEUR RÉELLE ET DE LA VALEUR NOMINALE

[98]

Par souci de clarté, le flux des catégories d'argent n'a été représenté que par un seul compte pour les titulaires d'une catégorie; fournisseurs de prestations / bénéficiaires d'argent de don / bénéficiaires d'argent de prêt. La différence du montant des recettes est indiquée par la hauteur des comptes « Dépenses » et « Argent de don ».

Bien entendu, il faut se représenter les flux d'argent en interconnexion. La coloration identique de toutes les quotes-parts rappelle leur couverture en biens matériels.

27

COMPTE

COMPTE COMPTE COMPTE COMPTE

[99]

La comptabilité se modifie par rapport à ce qui se pratique aujourd'hui. Il n'y a plus les concepts et différenciations de « Capital technique/avoirs/actifs de dépôts » et « Capital financier/actif circulant ». Ceux-ci se dérivent de ce que les moyens de production, selon l'actuel concept de la propriété et la création de monnaie et de crédit, sont monnayables/monétarisables et représentent des marchandises négociables.



Dans l'établissement du bilan conventionnel, le critère pour le compte de résultats est la constatation du rendement du capital et pour le compte de fortune/patrimoine le montant, calculé au prix du marché, des propriétés cessibles ou pouvant être mises en gage.

[100]

Le compte « Capital » prospectif

Ses critères sont :

- La saisie/la fixation/détermination de la formation de capital pour la consommation : Argent de don
- La saisie/la fixation/détermination de la formation de capital pour la fabrication de moyens de production : Argent de prêt

Compte « Argent de don »

Compte de dépenses année écoulée

SORTIES

Compte de recettes/encaissements année écoulée = Compte « Dépenses » nouvelle année

ENTREES

Achat marchandises

TOUTES les recettes unifiée

Fond argent de prêt/ »

Revenus convenus des

fournisseurs de prestations

Argent de prêt /

fonds de renouvellement

Impôts (payés selon p. 21)

Paievements retraites

Autres versements en argent de don

Résultat:

paiement argent de prêt : paiement argent de don

Chiffres

de comparaison: Moyenne économique globale

de l'année précédente

28

Compte K Argent de prêt » / Moyens de production

Valeur réelle

+ Immeubles

+ Machines

+ Fonds de renouvellement (Créances Argent de prêt)



Pour mémoire: (Passé)

Achat de marchandises (solde) (Voir sous compte Argent de don)

+ Total en % de la masse monétaire Résultat : Comparaison

Partant de la monnaie comme étant la somme de tous les moyens de production actifs sur lesquels du travail corporel est effectué/fourni, ce sous quoi tombe en première ligne les terres utilisées par l'agriculture, lors de l'introduction du nouveau système de comptabilisation, les entreprises inscrivent, dans un premier temps, leurs immeubles et leurs machines à la contre-valeur des quotes-parts des prestataires de travail, plus le pourcentage de quotes-parts des bénéficiaires/dépendants d'argent de don qu'elles ont à assumer ; plus tard/après au prix des coûts. Les amortissements effectués annuellement sur les bâtiments et les machines, et avec cela leur moins-value, apparaissent dans le fond de renouvellement.

[101]

La Banque centrale livre à l'organe d'observation de l'association les chiffres suivants au 31.12. :

- les soldes des comptes de recettes/encaissements des entreprises
- les totaux d'avoir-chiffres d'affaires des comptes des bénéficiaires/dépendants de l'argent de don (Comptes des collaborateurs de l'entreprise non inclus).

Les entreprises livrent les demandes, respectivement les engagements en argent de prêt à l'organe d'observation. Ces chiffres permettent à ce dernier de saisir la tendance à la surproduction ou à la sous-production, le degré de rationalisation, la tendance à l'excès ou au manque d'investissement dans les moyens de production.

L'économie associative est basée sur les facultés et le savoir-faire. Ces qualités sont exigées par les besoins et elles y répondent par la production de biens/de prestations. Les besoins matériels se répercutent sur les bénéfices/recettes/rendements de la production/des prestations. Les besoins immatériels peuvent être perçus à la lecture des attributions de l'argent de don.

L'économie associative tend vers l'épargne de travail, non pas pour réduire les coûts, ces soi-disant coûts de salaire ; elle n'en a pas besoin, mais elle ne crée aussi pas du travail dans le seul but de procurer des revenus ; cela elle n'en a en tous cas pas besoin.

Mais l'économie associative repose aussi sur la confiance : Elle a besoin de la confiance et elle donne confiance. Elle fait cela parce qu'elle permet à chacun de vivre la vision de ce qui est bon pour la communauté et qui se manifeste dans l'accomplissement de la quote-part sociale de tout un chacun ; à cela peut à nouveau s'éveiller la volonté de travailler. On peut aider un individu en lui procurant des moyens d'existence. À une communauté dans son ensemble, on ne peut procurer des moyens d'existence qu'en l'aidant à penser et à réaliser une idée, une idée comme celle qui est à l'origine du concept de cet écrit. Cela ne servirait à rien si d'une communauté, on voulait, fournir à chacun les moyens d'exister ; au bout d'un certain temps, il s'avérerait quand même que ceux-ci manqueraient de nouveau.



La représentation d'un argent qui n'est plus accumulable, ne se multiplie plus par sa propre circulation et n'est plus un moyen de pouvoir sur le travail humain agit comme un choc et bloque beaucoup d'âmes tranquilles de s'embarquer sur l'économie associative. Les critiques jugent à partir des émotions liées à leur situation de vie au lieu de prendre, selon la méthode scientifique, l'économie associative tout d'abord comme un objet de connaissance et ensuite de faisabilité. Beaucoup d'humains seraient peut-être tout à fait favorables à un changement de système monétaire, mais à la pensée d'un « vieillissement » et d'un « rajeunissement » de l'argent ils sont effrayés en retour par une maîtrise jusqu'à présent apparemment compliquée dans la technique d'administration. Cet écrit veut démontrer/rendre clair que les structures/institutions de la société sont le miroir du stade d'évolution de la conscience humaine et exigent aujourd'hui d'être amenées à un niveau qui rende possible la satisfaction des besoins matériels et immatériels et garantisse en même temps la liberté sociétale et le bien-être général.

En entrée de l'écrit, nous avons présenté la tri-articulation de la société comme une exigence historique se donnant de la place toujours plus significative de la science, de la démocratie et de l'économie créatrice de capital. L'économie associative conditionne et contient une telle articulation : elle sera même constituée/formée de l'interaction des besoins et des facultés comme le domaine de la vie spirituelle avec la nature par ce que celle-ci produit ; les deux facteurs seront liés par le travail dans le signe du droit.

[102]

L'édification d'une société sur la base de l'économie associative et de la tri-articulation ne se tient pas dans le chemin de l'échange de prestations conditionné par le besoin avec l'ordre actuel des états et de l'économie. Mais l'imbrication internationale des capitaux, qui opère sous le nom de mondialisation, ne tolérerait pas un changement du système de propriété actuel et agirait contre lui à l'aide des instruments de pouvoir politique qui en découlent, ce qui, dans le cas le plus "inoffensif", signifierait un boycott. Par conséquent, la mise en œuvre pratique de l'idée de la tri-articulation et de l'économie associative dans les circonstances actuelles ne se rapprochera que si un large public au niveau international fait preuve de compréhension et de volonté de la mettre en œuvre.

Notes de bas de page

1. Le principe inhérent aux trois ordres que forment le clergé (ordre enseignant), l'aristocratie (ordre de défense) et les paysans (ordre nourricier)* se répéta tout d'abord dans les différents partis politiques : cléricale, démocratique bourgeois et socialiste. Aujourd'hui, l'évolution de la société moderne fait que les partis ne peuvent plus en appeler à leurs idéaux. Les partis et leurs adeptes se débattent pour trouver des contenus sociaux porteurs d'avenir, mais la formation de groupes d'intérêts divisés à l'intérieur des partis ne pourra pas conduire à la formation d'une réelle communauté sociale édiflée par des individualités libres. *Rappelons qu'avant la Révolution française, les trois ordres de la société sont la noblesse, le clergé et le tiers-état.



2. Il n'aura point échappé à l'observateur attentif de l'actualité que c'est tout d'abord une forme pervertie, une caricature de la tri-articulation sociale telle que fondée ici et à laquelle aspire la société qui apparaît : à savoir, la liberté totale pour l'économie ; l'égalité dans des États basés sur la nation, où les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale sont réglés par une codification mécaniciste qui a pour conséquence un nivellement de la culture, le tout accompagné d'un flot de lois ; et enfin des associations fraternelles, les « Non Governmental Organisations » (NGOs - ONG en français), gardiennes de la conscience universelle.

3. La connaissance de la formation des deux pôles de valeur conçoit comme agents créateurs deux principes sous l'aspect de la polarité inverse, c'est-à-dire d'une loi qui agit simultanément et en interdépendance et dont une face est à comprendre comme le retournement de l'autre. Ces deux principes agissent toujours ensemble (en polarité inverse) et sont universels. Ils ne sont pas à prendre dans le sens d'une dualité sous l'aspect de deux entités. La physique moderne, par exemple, se trouve devant le même problème que l'économie actuelle. Elle aussi réduit la réalité à un seul des deux principes qui la constituent et essaie de l'expliquer uniquement à partir de là. À partir de sa formule où la vitesse est le quotient de la division du temps et de l'espace, la physique détermine également le temps par l'espace. Elle saisit le temps par l'espace et n'arrive pas à un contenu spécifique du concept « temps ». En d'autres termes, elle compare, par exemple, le chemin qu'a parcouru une automobile avec celui que la Terre a parcouru autour du soleil. Donc, dans la formule $v=s/t$ (la vitesse est égale au chemin parcouru divisé par le temps), t (temps) est aussi un s (chemin parcouru). Si maintenant nous divisons de « l'objectivé » (une chose) par un nombre, nous trouverons de « l'objectivé » ; si nous mettons de « l'objectivé » en rapport avec de « l'objectivé », nous trouverons seulement un nombre. Exemple : Une pomme divisée par quatre donne un quart de pomme ; dix pommes divisées par deux pommes donnent le (pur) nombre cinq.

La théorie actuelle de l'économie considère les prestations (résultats du travail) matérielles et immatérielles sous un seul et même aspect, à savoir comme des produits du sol et, tandis qu'elle les met en relation les unes avec les autres, elle finit elle aussi, par trouver un nombre, c'est-à-dire le prix en argent et n'aboutit à aucune représentation objectivée (réelle) de la valeur.

4. Que l'on considère attentivement le point de départ de notre réflexion qui est différent de l'actuel courant. Nous dirigeons la dyade revenu et valeur de la prestation vers une grandeur unitaire – un peu à la manière dont on vise le point de fuite en perspective – où elle trouve des « états d'origine ». Conditionnés par l'évolution, revenu et valeur des prestations dévient de cette grandeur en conséquence des besoins et organisations du travail déployés ; nous visons des institutions (les associations) pour aboutir/finir à nouveau à la coïncidence, « l'unité », sur un plan plus élevé par le prix de marché.

La représentation actuelle part d'une valeur prix de marché pour les prestations comme l'originel, dont se dérivent les revenus, ce par quoi on fini dans la dualité, base de tensions sociales.

[103]



5. Ce problème, qui n'a pas encore été saisi dans la théorie économique actuelle, selon laquelle, en langage mathématique, les prestations négatives des purs consommateurs sont compensées par les prestations positives de ceux qui restent dans la production matérielle (les fournisseurs de main-d'œuvre/de travail), a été esquissé par Rudolf Steiner en 1922 dans son Cours d'économie nationale avec le concept d'argent d'achat, c'est-à-dire ce pouvoir d'achat qui est créé du côté des fournisseurs/prestataires de travail par quota social.

Dans « *Wirtschaften in der Zukunft* » (« *Faire l'économie dans le futur* »), a été essayé de rendre ce même problème compréhensible par les illustrations 4 et 5. (Celles-ci se trouvent maintenant également en annexe de ce texte).

6. Certes la création de crédit par le système bancaire se base-t-elle sur l'émission (la création) de monnaie de la Banque centrale, mais elle dépasse en réalité de plusieurs fois la base monétaire. Aujourd'hui on définit comme capital toute fortune – capital technique/de chose (capital réel) ou capital financier – produisant un rendement.

7. Dans un article, paru dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 11.7.2000, sous le titre « *Limitation du nombre des médecins – pour un plafond des coûts de santé* », on pouvait lire la note suivante : « *De l'autre côté, devrait être combattu le problème de l'extension quantitative dans le système de santé, par une limitation pour une durée de trois ans des admissions pour les médecins et autres fournisseurs/producteurs de prestations. Car malgré la baisse approximative des prix des médicaments, les coûts continuent de grimper par suite d'interventions médicales plus fréquentes.* » Le système de santé est exemplaire pour illustrer le problème du travail latent inutile, dans le seul but d'obtention de revenu. Il se trouve dans cette situation, parce que, par erreur de jugement, ses prestations sont positionnées de manière erronée, c'est-à-dire du côté des « prestataires de travail » au lieu de celui des « bénéficiaires/dépendants d'argent de don ». (Voir ci-dessus). En fait, le système actuel lui-même prouve que c'est bien le cas, puisque dans beaucoup d'États, le secteur de la santé est financé par un système d'assurance obligatoire, ce qui revient en fait à un don forcé.

Mais dans notre système actuel, une conclusion trompeuse a des conséquences funestes : Le revenu du médecin semble dépendre du nombre de malades qu'il traite. Si le système reflétait la réalité, le revenu du médecin se situerait au-dessus ou au-dessous de la moyenne, selon le nombre de personnes qu'il peut garder en bonne santé et qui par conséquent peuvent le libérer/l'exempter.

(Voir à ce sujet aussi, l'éloquent article du « Spiegel » du 29.8.2005.)

8. Surtout dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, les Banques centrales des leaders des pays industrialisés ont fortement augmenté la masse monétaire pour mettre suffisamment de liquidités à disposition de leur système bancaire engagé internationalement, ceci afin d'éviter des situations de crise ou d'y remédier. L'existence d'un marché de devises et de titres a permis de diriger des masses de monnaie supplémentaires vers ceux-ci. Quoi qu'il en soit, on a assisté en premier lieu à une inflation dans les titres et non pas à une hausse des prix des biens de consommation, pas même indirectement par le biais d'une inflation des prix du sol.



9. Dans son livre « *Die natürliche Wirtschaftsordnung* » (*L'ordre économique naturel*), Silvio Gesell s'approche du problème de la quote-part sociale dans le chapitre intitulé : « *Le salaire de base* ». Il s'y exprime à peu près en ces termes : si quelqu'un émigre aux États-Unis et qu'il y reçoit des terres libres, ce qu'il en tire comme revenu, est l'éta- lon/la ligne directrice pour tous les autres revenus. On saisit alors clairement que cette mesure étalon est le quotient de la division de la rente foncière par le nombre de la population, quand on comprend les deux pôles de la formation de valeur : « travail appliqué à la nature » et « travail organisé par l'intelligence/l'esprit ». Silvio Gesell n'est pas arrivé jusque là.

10. voir Friedrich Dorn/Franz Bader : *Physik. Schroedel Schulbuchverlag. Page 369.*



[104]

11. Au sujet de ce problème très actuel règne une grande confusion. Celui qui propage l'idée de « culture directrice », pour ce qui s'est historiquement développé dans un certain domaine, s'expose aux reproches de « racisme ». Celui qui prône la pluralité des cultures, le multiculturel, se voit reprocher la marginalisation, la ghettoïsa- tion. D'autre part, des pays se voient aujourd'hui déclarés comme pays d'immigra- tion, alors que

32

cent ans plus tôt, ils étaient, par improductivité du sol, des pays typiques de l'émi- gration. Le manque de production immédiate du sol a été entre-temps compensé par l'industrialisation et leurs biens d'exportation. Mais désormais, on se trouve face à l'émigration de la production industrielle pour des raisons de concurrence nécessi- tant une réduction des coûts – selon l'optique actuelle. Si avec cela, les prestations de compensation passent toujours plus vers la création de prestations de travail spi- rituel, définies ici/dans la note de bas de page 4 comme prestation-moins/négative (-), ainsi se pose la question si et comment des immigrants dans une économie dé- pendante de prestations d'un travail non rationalisable arrivent à obtenir des pres- tations d'un travail corporel (prestations-plus/positives +) sans appauvrir les habi- tants du lieu.

Seule la « tri-articulation sociale » crée les conditions amenant les individus à créer des relations réelles dans les différents domaines de la société qui prennent lieu et place de régulations étatiques abstraites et anonymes.

12. Dans ce bilan, repris de « *Wirtschaften in der Zukunft* » (« Faire l'économie dans l'avenir »), b a été remplacé par a', afin de rendre encore plus clairement que a' res- sort de a et est **partie de a**.

BILAN

Actifs

1e r stade Production du sol

Quantité de travail activée

2ème stade Production du sol



Quantité de travail activée
Formation de capital:
Caisse (= épargne de travail)
3ème stade Production du sol
Quantité de travail activée
Débiteurs (Crédit à l'industrie de production de biens et services) a'
PRODUCTION INDUSTRIELLE DE SERVICES
Moyens de production
industriels &
entreprises de services

[105]

L'auteur

Après des études classiques, Alexander Caspar, né en 1934, est entré dans une banque privée de Zurich. Pendant de longues années, il fut membre de sa direction ; consultant privé à partir de 1991.

Il est l'auteur du livre « Wirtschaften in der Zukunft », paru en 1996 aux Editions Klett et Balmer & Co., Zoug, Suisse. (Ouvrage non traduit en français)

34

Fin trad Vianet-----

Maniement pratique de nouvelles connaissances à l'exemple de problèmes actuels

Habiter : Intégré dans le quota social

Exemple de cas de l'économie associative à manier

La situation de départ est le territoire dans lequel la monnaie utilisée permet l'équilibre associatif entre le prix et la valeur de la prestation. Ce territoire se partage par principe en zone agricole, zone industrielle, zones de prestations de services, zones résidentielles/d'habitation, ainsi que de sites pour des institutions culturelles telles que les écoles, les églises, les hôpitaux, les maisons de retraite.

Le zonage dépendra de la productivité agricole, y compris les ressources minérales/trésors du sol, de la production industrielle ainsi que la densité de population.

L'aménagement de l'espace s'y rapportant se base sur l'adaptation des lignes directrices/d'orientation de l'organe de coordination ³⁷, qui tiennent compte des prestations matérielles et immatérielles de l'ensemble de la population de la zone de devise et sur quoi elle vote périodiquement.

Tout comme l'argent est géré/administré par le membre de la vie de l'économie, le capital est géré au pôle de sa création, à savoir par le membre de la vie de l'esprit ainsi que le travail par le membre de la vie de droit. Dans le dernier, est aussi ancrée la division des terres/sols, déterminée étatique-centralement démocratiquement, cependant de manière communale sur la base des activités des différents habitants. Les anciens registres fonciers, maintenant : les tenues de comptes/les comptabilités de surface de logement/d'habitation ainsi que les contrats de propriété seront tenus et conclus par les représentants de la vie de l'esprit communale pour tous les domaines d'activité.



Comment du sol devient-il une propriété ? (dans le sens du nouveau concept de propriété)

Toute terre/tout sol est toujours en propriété privée ; il n'est pas négociable, un transfert est un pur acte juridique/de droit. L'étendue de la propriété est dépendante de la capacité à l'utiliser. Toutes les terres réservées à la construction de logements et à l'industrie, mais non encore réclamées par elles sont utilisées par l'agriculture. Inversement, les terrains nécessaires au logement et à l'industrie et qui doivent encore leur être attribués conformément à l'aménagement du territoire à actualiser doivent être transférés de l'agriculture.

Pour la pensée dans l'économie associative, il est décisif que tous les processus économiques et sociaux soient pensés du processus, c'est-à-dire : dans des contextes/pendants, ainsi aussi travailler et l'habiter. Celui qui travaille doit donc aussi habiter ; demain comme aujourd'hui. L'économie associative ne part pas de zéro, elle construit sur l'existant. Chaque domaine d'activité occupe un nombre de personnes : agriculture, industrie et prestations de services, établissements d'enseignement, soins de santé ; par conséquent, chaque secteur d'activité dispose de terres communales à usage d'entreprise et résidentiel. Les nouveaux arrivants obtiennent leurs droits à partir des contingents ; lorsqu'ils déménagent, l'espace de vie qui devient disponible est remis à la disposition du secteur d'activité.

[106]

En termes d'extension et d'esthétique, le logement dépendra de la formation de capital d'une zone économique, comme le sont la nutrition, la santé et l'éducation. En raison de la compréhension différente du capital par rapport à aujourd'hui, l'aspect tyrannique du rendement du capital (et de la spéculation) au sens de la pension dépourvue de prestation disparaît/tombe.

Construction de logement dans l'association

Dans l'économie associative, il n'y a pas de rapports de location ; les logements et les maisons ainsi que les terrains qui leur appartiennent sont la propriété des utilisateurs individuels. Le produit social et le revenu de peuple y sont identiques. À l'intérieur de la branche de la construction, le secteur du logement constitue un pourcentage du produit social basé sur la demande - et donc fluctuant. Cette part se reflète dans le quota social de chacun comme ses besoins de logement (comme aussi d'autres besoins s'y reflètent). Cette somme sert de son côté à financer les quotas sociaux des personnes travaillant dans la branche du logement, tant pour l'entretien que pour les nouvelles constructions.

Ce ratio/cette part est bien sûr/naturellement une grandeur moyenne, et le paiement effectif des individus variera de cette taille en fonction de l'étendue de leur possession de logement respectivement de maison, sur la base de cette norme/ce standard de base cependant.

L'existence de l'association permet également d'avoir ici un aperçu du rapport des prix de la construction conditionnés par les besoins aux revenus, et des ajustements des prix de marché fondés associativement et des revenus. Ce qui est/sera compris ici sous « construction sociale de logement » n'inclut pas la méthode de construction bon marché en production et un prix de vente maximum, qui est conditionné par le rendement du capital à atteindre aujourd'hui, mais est déterminé par l'ampleur de la formation de capital et du besoin de cette valorisation.



Les prétentions extraordinaires en matière de logement sont à financer individuellement. En cas de changement de possession, seuls de tels investissements supplémentaires peuvent être réclamés/fait valoir. Les contrats de prêt avec les entreprises de construction pour les investissements de construction au-dessus de la norme moyenne sont négociables.

[107]

Le financement du système de santé

Conditions préalables

Le concept est basé sur les deux écrits « *L'avenir de l'argent* » tout comme « *Faire l'économie dans le futur* ». La connaissance du concept de « l'argent du don », de son origine, tout comme de son rôle à l'intérieur de la somme de l'argent de l'achat pour le financement des actifs dans la vie de l'esprit, est présumée. L'administration publique (État), les soins aux personnes âgées et aux handicapés, les soins de santé, l'éducation, les églises, les mères et les enfants, les artistes œuvrant librement sont dépendants de cette sorte de financement. Rien n'est convenu ici sur la part en pourcentage des coûts du système de soins de santé dans le produit national quelque peu en comparaison à aujourd'hui. L'économie associative dans l'organisme social triarticulé aura un effet sociohygiénique ; son introduction se traduira par des conditions de vie différentes de celles d'aujourd'hui.

Argent des dons dans le domaine médical, variable

Dans l'économie associative, les personnes actives dans la production matérielle (fournisseurs de travail) génèrent tous les quotas sociaux sous la forme d'argent d'achat couvert par des prestations matérielles. Une partie de cela flue aux actifs du secteur de la santé sous forme d'argent de don. La formation de capital à créer pour financer l'argent de don dans la production matérielle par la rationalisation avec libération personnelle correspondante pour l'activité spirituelle a un effet neutre sur les prix. Un niveau de production matérielle trop faible entraîne des prix excessifs pour les marchandises et un rétrécissement de l'argent de don. La compensation entre la production matérielle et tous les secteurs de l'activité spirituelle et entre les secteurs spirituels eux-mêmes fait partie des efforts d'harmonisation de l'organisme de coordination.

L'absence de la notion de valeur économique ($V1+[-V2]$)* n'est nulle part plus grave que dans le secteur de la santé. En raison de cette carence, les prestations du secteur médical sont considérées dans une mesure semblables aux résultats du travail de l'agriculture et de l'industrie, c'est-à-dire comme des prestations de mesure positive de valeur: les revenus du secteur de la santé se dérivent de la présence de malades : en d'autres termes, plus il y a de personnes malades, plus les revenus sont élevés.

Argent de don en fonction avec l'argent de prêt

Le secteur de la santé englobe :

personnel : les médecins et le personnel de soins,

financé au moyen d'argent de don,

Pharmacie et installations médico-techniques,

financé au moyen d'argent de prêt

La part en pourcentage d'argent de prêt et de don dans le système de santé au produit social (argent d'achat) dépendra du niveau/de l'état de formation:



premièrement, en ce qui concerne la faculté de prestation économique d'ensemble et la formation de capital en général, deuxièmement, en ce qui concerne le maintien de la santé individuelle à rechercher, de l'état de la science médicale

Mise en œuvre pratique

On peut se représenter différentes possibilités de solution ; celle qui est esquissée ici se tient étroitement aux spécifications de principe. Il devra être gardé en vue : l'économie associative agit de manière planifiée, parce qu'elle possède une vue d'ensemble du processus économique du point de vue de la création de valeur, mais elle n'est pas une économie planifiée au sens d'une bureaucratie hiérarchisée/sur-ordonnée, mais se concentre sur des capacités et tient compte des besoins se transformant constamment. Toute activité économique s'oriente d'après le libre déploiement des besoins aussi bien de prestations matérielles qu'aussi spirituelles ; toute activité spirituelle s'oriente d'après l'utilisation/l'application optimale de facultés. Les facultés médicales devraient être en première ligne attirées par les problèmes de maladie et être primées d'après cela, et non guidées par des primes. Un égalitarisme dans les revenus est aussi peu recherché que les excès.

Le concept « argent de donation » se réfère au capital consommé dans les domaines de l'évaluation/la mesure négative de valeur, mais pas sur le mode du paiement, qui possède un caractère obligatoire dans pratiquement tous les domaines. Ainsi, toutes les entreprises du secteur de la production matérielle payent le moins bureaucratiquement leurs quotas sociaux d'argent de dons accumulés l'année précédente au début de l'année sur les comptes nouvellement ouverts gérés au niveau régional des secteurs particuliers d'argent de don en fonction de leur nombre de têtes à la fin de l'année précédente (y compris celles leur étant proches), ainsi sur les comptes collectifs/collecteurs des médecins comme aussi le personnel soignant. L'affectation des médecins individuels à des sous-comptes encore à préciser - qu'ils soient praticiens indépendants ou médecins affiliés à un hôpital - relève de la responsabilité du système de santé lui-même/en soi. La prise en compte du secteur de la santé n'est pas soumise à la charge individuelle. Les exigences médicales et thérapeutiques supérieures à la moyenne dues aux facultés sont quantifiées en fonction de leur cotisation de revenu des personnes liées aux comptes de collecte d'argent de don. Comme dans la production matérielle, la mesure moyenne est donnée dans le domaine de l'argent de don, cependant au fil des ans, ce ne sont pas les montants alloués aux différents domaines (système de santé, éducation, etc.) et, à l'intérieur de ces mêmes les montants/sommes revenant aux individualités.

Le principe du responsable/pollueur-payeur :

Les contributions supplémentaires en argent de don sur la base de besoins individuellement générateurs de/entraînant des risques médicaux (p. ex. voitures) sont à régler aux charges/aux dépens des quotas de dons restants, distribués de manière non obligatoire et donc librement disponibles individuellement.

Quand on définit le quota social à 1, il subsiste une différence entre les quotas de dons versés, qui fluctuent de leur côté entre >1 et <1 , mais qui sont en moyenne <1 , et la somme calculée des quotas sociaux sous la forme d'un montant résiduel dans les comptes par domaines répartis régionalement, qui sera disponible pour l'augmentation des quotas individuels d'argent d'achat ou, en outre, pour de grands projets



(recherche, contrats publics d'art). Le financement de tels projets de grande envergure sera débloqué/mis à disposition par l'organisme de coordination en fonction de sa position de vue d'ensemble dans l'organisme sociétal selon/d'après la priorité des demandeurs, ce par quoi l'accomplissement des quotas sociaux reste garanti.

Argent de prêt dans le domaine médical, variable

La pharmacie fait partie de la production matérielle. La consommation de produits pharmaceutiques est avec cela une partie du quota social de chacun. Une partie de cette partie passe à la consommation par l'autodispensation. La partie restante sera versée sur des comptes collectifs/collecteurs au sens d'une assurance risque, à partir desquels des ordonnances médicales seront remboursées/rémunérées. La consommation conditionnée par les besoins se répercute/s'impacte dans les quotas sociaux générés par l'industrie pharmaceutique. Selon cet impact dans les prix à l'intérieur d'une évolution dans le temps, intervient la compensation associative.

D'une même manière de procéder, les quotas sociaux sont à imputer en proportion des coûts pour les hôpitaux et des établissements médicaux.

Édification de la société

Rétrospective - présent - prospective -

Introduction

La volonté humaine a établi des institutions sociétales au cours du temps. On s'est tant vécu dans celles-ci qu'on les prend comme des données naturelles et pense qu'à partir d'elles on devrait se faire des vues sur les changements et les corrections du système existant. On s'oriente dans la pensée en fonction de faits créés, qui devraient en fait être dominés par la pensée. La pensée ne se reconnaît plus dans les données économiques comme le conditionner. Nous pouvons obtenir/gagner un jugement à la hauteur des faits ainsi que des exigences temporelles/du temps quand nous procédons méthodiquement ainsi que nous dérivons des concepts tels que la valeur et le capital du processus fondamental qui compose l'économie basée sur la division du travail : le travail en lien avec la nature d'un côté et l'intelligence de l'autre côté. Nous saisissons le contexte/pendant des concepts qui en résultent au moment de leur création/apparition et en développons leur maniement dans le processus économique ultérieur. Le mouvement dans la pensée, le processus de pensée, nous procure un aperçu/une vue d'ensemble du processus économique.

Quand une fois le principe de ce lien/de cette connexion, d'après lequel le travail sera saisi d'après deux directions comme une opposition œuvrant simultanément, interdépendamment, comme une inversion réelle, apparaît une nouvelle, mais pour première fois une compréhension correcte du processus économique de formation de la valeur et du capital qui en découle. Cela conduit à des conséquences pour la création d'argent et le maniement de la propriété. Après tout, ces deux institutions ne sont pas des grandeurs de la nature, mais des résultats de connaissances et des créations dans la société. Qu'alors des revenus et des résultats matériels et immatériels du travail puissent ensuite être affectés/se laisser ordonner l'un à/dans l'autre est le résultat/se donne de la nouvelle fonction du prix.

[110]



Les présentes explications comprennent trois parties : en introduction (I) sera présenté le principe de l'économie fondée sur le travail, dont la réalisation constitue le contenu du processus de civilisation et de culture.

Vis-à-vis de cela se tient la description (II) de comment le système monétaire actuel et l'institut de la propriété actuelle s'emparent des facteurs constitutifs de l'économie basée sur la division du travail : le sol, le travail, le savoir, et les dégradent tous les trois en marchandises. Conformément à cela, le capital est égoïstement approprié comme résultat de l'application de savoir qui augmente les rendements du sol. Il est démontré que la question du revenu devient un problème réel de la civilisation en raison de son couplage direct avec le prix. La lutte de concurrence entre le rendement du capital et le revenu du travail conduit à la conjoncture de problèmes systémiques, le chômage et la contrainte de croissance, qui sont insolubles pour la société actuelle.

Par la suite (III), les bases d'une future théorie économique à orientation régionale et mondiale/globale sont développées. Celle-ci part de la prise en compte du processus économique de création de valeur. Il s'en déduit une quantité originelle comme mesure pour un revenu et une valeur de la prestation. Enfin, sera esquissé comment une telle vie de l'économie se laisse transposer par étape dans le cadre dans une société fonctionnellement articulée.

I. Le principe à réaliser de l'économie basée sur la division du travail

- Toute activité économique est basée sur le besoin.
- Vis-à-vis des besoins se tiennent des biens économiques.
- La transformation/l'élaboration socioculturelle des substances de la nature est le point de départ de l'économie basée sur la division du travail.
- Par activité économique fondée sur la division du travail, on entend : l'échange de résultats du travail, matériels et immatériels, dénommés prestations dans ce qui suit.
- Les prestations obtiennent une valeur économique par le biais du besoin et de la fabrication.
- Le cycle économique initié par le besoin et la production de prestation consiste en l'échange de valeurs à l'intérieur de groupements sociaux respectifs et des communautés supplémentaires gérant ensemble. Prestation en échange contre prestation, donc valeur contre valeur, se répercute/s'impacte dans le prix. Le prix reflète donc la relation respective des valeurs.
- Tandis que les besoins et la production de prestations se recouvrent encore dans l'autosuffisance, ce n'est plus le cas avec la division du travail commençant, et la question de la mesure mutuelle des valeurs se pose pour chaque producteur de prestation, qui est en même temps un porteur de besoins. Cela signifie, jusqu'où est-il en situation de satisfaire ses besoins des prestations des autres du prix de ses prestations. Les prix doivent en cela être conçus ainsi que les besoins individuels disponibles dans une société et les prestations fournies individuellement viennent durablement en compensation. Sans une telle compensation, des prestations fournies sont détruites et des besoins ne peuvent être satisfaits.

II. De la dominance du droit à la dominance du marché, de la société féodale à la société bourgeoise

Propriété et capital dans la perspective actuelle



Dans l'ordre économique européen féodal précapitaliste, les résultats du travail, qui étaient le produit de la terre, étaient grevés selon les privilèges du système juridique de l'époque sous la forme du « cens ».

Avec l'émergence de l'économie monétaire, le marché a pris la place du système juridique et distributif féodal.

Aujourd'hui, le prix du marché ou de l'argent, régulé par l'offre et la demande, vaut comme la valeur de la marchandise.

L'argent a la particularité de transformer tout ce à quoi il se réfère en une marchandise. « Une marchandise » devient un bien par le fait qu'elle est échangeable contre une quantité d'argent dans laquelle son caractère particulier ne trouve pas d'expression.

Aujourd'hui, non seulement les prestations circulent sur le marché en tant que biens représentant des valeurs monétaires, mais aussi le capital et le travail.

Selon la définition actuelle, le capital est tout actif produisant un gain, donc tous les moyens de production, y compris fond et sol/le foncier, qui peuvent être prêtés et négociés contre de l'argent.

Comme dans la société féodale, un « cens » (intérêt) peut toujours être forcé sur la base de la propriété, mais son lien/pendant avec la terre a été caché dans l'état actuel par le système monétaire et une nouvelle forme de perception des impôts qui en résulte.

Les processus de rationalisation induits par l'industrie ont conduit à une augmentation énorme des rendements du sol et ont permis d'extraire un « cens » toujours plus élevé, qui a été fait objet de profit par l'ordre de droit et d'argent actuel. Parce que la masse monétaire a été augmentée avec la quantité de biens, le « cens » financé par l'excédent de la production foncière a également augmenté en termes nominaux. Quand on définit le rendement du sol, en tenant compte de la productivité, comme une rente foncière, on peut dire : sans le rendement du sol, l'humanité ne peut pas exister du tout ; c'est ce dont tout le monde a besoin, ce dont tout le monde/tout un chacun vit. Sans une rente foncière, c'est-à-dire un surplus de production du sol, la civilisation et la culture ne peuvent pas se développer. Que sont en fait des taux d'intérêt/des intérêts et la rente de propriétaire ou de possession qui augmente de façon incommensurable ? Rente foncière cachée sous deux sortes de manifestations ! Et ce qui doit être mentionné dans la lutte d'agitation contre les intérêts et la rente de possession, c'est seulement comment ce surplus de production foncière peut être transféré de manière transparente dans le domaine de la production spirituelle ou dans le domaine des purs consommateurs (enseignants, médecins, retraités/pensionnés, enfants).

Rendement du capital et revenu du travail

- Selon la compréhension juridique et économique actuelle, le gain/la recette de prestation - le prix du marché pour le résultat du travail - est du capital en termes de propriété, et avec cela le revenu du travail respectivement le salaire est payé à partir du capital.

- En lieu et place du servage s'est placé le rapport de dépendance salariale et de dette hypothécaire.

- Le rendement de prestation moins les coûts du travail devient le facteur de rendement pour le capital, lorsqu'on l'examine dans une perspective macroéconomique/économique d'ensemble.



- Le rendement du capital détermine la valeur monétaire et la valeur marchande/d'échange/de circulation du capital. D'après cette orientation, le rendement de la prestation, sous prise en compte du rendement réalisable/escompté, décide si un bien doit être produit ou non, et avec cela, ce n'est pas le besoin, mais le rendement de la prestation qui devient l'initiateur de l'activité économique.
- Le capital et le travail en tant que marchandise fondent la lutte entre le rendement du capital et les coûts du travail, qui se termine/fini dans la ruineuse concurrence des prix.
- En raison de son couplage immédiat avec le rendement/la recette de prestations, le travail a deux aspects : d'un côté, il est un facteur de coût, de l'autre côté, une occasion de viser des revenus. Du point de vue du capital, il vaut d'éliminer les coûts pour le travail, de déplacer le travail là où il est le moins cher. Mais pour générer des revenus, le travail dégénère aussi en activité inutile. Et donc, en tant que marchandise dépendant du capital, le travail comme marchandise conduit d'un côté au chômage et de l'autre à l'économie de l'usure/du gaspillage.

La tyrannie du capital-marchandise et le travail : l'amalgame du revenu et du gain de prestation produit le problème de la conjoncture

- Selon le système juridique actuel, tous les gains des prestations se partagent en revenus du travail et en revenus du capital. Leur niveau dépend à son tour de la mesure dans laquelle l'ensemble des revenus se convertissent en recette de prestations. Donc, recette de prestation et revenus se conditionnent l'un l'autre immédiatement.
- Le revenu du capital doit de nouveau être injecté dans/alimenter le processus économique, sinon les revenus du travail rétrécissent et avec cela justement aussi la somme des gains/rendements de prestation.
- L'alimentation peut signifier la construction de nouveaux moyens de production ou pure consommation, mais seule la première maintient ou augmente/multiplie le capital, ce qui équivaut à une augmentation permanente des prestations matérielles au détriment/coûts des immatérielles. Car la prestation immatérielle se maintient par la consommation de capital.
- Une augmentation/multiplication du capital au sens d'une augmentation nominale mesurable/saisissable de la valeur de la propriété ou au moyen du rendement des prestations est dépendant d'une augmentation/multiplication de la production matérielle avec une augmentation simultanée de la masse monétaire.
- Une augmentation de la production matérielle par le biais d'une croissance de la productivité doit s'accompagner d'une augmentation de la masse monétaire quand le rendement du capital devrait croître sans que le revenu du travail ne diminue.
- L'accumulation de capital repose sur le fait que les gains de rationalisation sont rendus utilisables pour une nouvelle augmentation de capital ; elle ignore le fait que la contre-valeur de la rationalisation sert au maintien d'une vie éducative/de formation et de culture à laquelle la rationalisation est due.

Impact/effet économique-financier de la propriété actuelle ; les problèmes inhérents/immanents au système



En raison de l'augmentation de la productivité grâce à la faculté d'entreprendre, les fournisseurs de travail- peuvent apporter une « plus-value/valeur ajoutée » au sens d'un rendement du capital ; en outre, les fournisseurs de travail peuvent être libérés/exemptés de la production matérielle. Les deux conquêtes de l'ordre économique capitaliste ne sont à juger négativement en soi, car elles préservent/maintiennent le processus de civilisation. Ce qui est décisif, c'est la manière dont elles sont traitées socialement et utilisées pour améliorer la civilisation.

Dans le rapport qui naît de l'interaction du capital et du travail, un triple se montre :

- L'activité entrepreneuriale qui dépend de facultés individuelles.
- Le rapport de l'entrepreneur avec les collaborateurs, qui représente un rapport de droit.
- La production de prestations qui reçoivent/obtiennent une valeur de marchandise dans le cycle économique.

Si le rapport juridique effectif de la propriété à ceux qui en sont exclus est seulement organisé sur la base de motifs purement économiques, la disposition des moyens de production signifie que le travail et le gain de productivité réalisé sur la base des facultés individuelles sont intégrés dans une vie économique qui est réglée uniquement en fonction du bénéfice/de l'utilité du propriétaire. Une telle vie de l'économie, dont le moteur est la production de valeurs monétaires, agit comme un mécanisme destructeur :

Le rendement du capital doit constamment être extrait du gain/rendement de la prestation pour alors à nouveau créer un nouveau rendement de la prestation via le revenu du travail.

[114]

La polarisation du rendement de la prestation en rendement du capital et des revenus du travail conduit à une contrainte de croissance et à une économie d'usure/de gaspillage, une spirale ascendante.

Pour le maintien ou l'augmentation du rendement du capital, la production est déplacée hors du tissu social développé/qui a grandi vers des endroits où les coûts du travail sont encore moins élevés par rapport à d'autres contextes sociétaux. Le problème de la génération de revenus se pose d'abord dans l'espace de la production externalisée. Reste ouvert jusqu'où des prestations de services seules parviennent à compenser la production matérielle en rapport aux revenus.

Le capital s'efforce de compenser les pertes dans le secteur de la production matérielle en reprenant des/par prise de contrôle d'infrastructures.

Quand les revenus du capital ne deviennent plus des revenus du travail pour des raisons de saturation matérielle ou d'externalisation de la production dans le système traditionnel de protection sociale, un effondrement conjoncturel s'y produit. Que le niveau de vie soit déterminé par le fait qu'il est plus ou moins consommé est une obsession reposant sur la réalité d'aujourd'hui.



Un endettement croissant du secteur public, en particulier pour compenser la perte de revenus, est rendu possible par une expansion constante de la masse monétaire, puisque la masse de billets de banque n'a pas de lien/ne se tient pas en pendant interne avec la production.

Du pouvoir du capitalisme monétaire est apparu un secteur financier qui pèse sur/chargeant l'économie productive. Il simule employer un nombre croissant d'humains pour gérer le capital (spéculation), mais avec des productions de prestations au fond imaginaires comme de purs consommateurs et avec une génération de revenus parasite.

Si le revenu du travail reste déjà dans l'indéterminé vis-à-vis de la valeur de la prestation : ainsi bien en premier le revenu des producteurs de prestations immatérielles et des « purs » consommateurs, enseignants, médecins, retraités/pensionnés, enfants, en ce qu'ils reposent sur des taxes (impôts, assurances) justement sur le revenu du travail.

En conséquence de la séparation du sol de nombreux humains, ils tombent, sans revenu garanti provenant de prestations en dehors de la production foncière/du sol - ou, contraints par le besoin, de moyens étatiques - dans le dépourvu de sol: les conséquences sont des bouleversements sociaux, la migration et la ghettoïsation.

La propriété actuelle et la faculté individuelle

L'économie monétaire, combinée à la propriété, a conduit à une formation de capital, ce qui a eu pour conséquence une énorme augmentation de la production de prestations.

Car au niveau actuel de développement sociétal, le capital est le moyen par lequel les facultés individuelles peuvent être mises à profit pour de vastes domaines de la vie sociale.

Et une activité fructueuse des facultés individuelles au moyen du capital ne peut pas se produire sans la libre disposition de celui-ci.

Cette libre disposition est fournie par la propriété.

Deux choses sont liées à cela dans la vie sociale, qui ont une signification tout à fait différente pour la même chose : la libre disposition sur le capital et le rapport de droit dans lequel le propriétaire du capital rentre avec d'autres humains qui en sont exclus.

[115]

Ce n'est pas la libre disposition initiale qui est néfaste dans la vie sociétale, mais lorsque le droit à celle-ci continue d'exister, alors que les conditions dans lesquelles un individu ou un groupe a reçu la libre disposition ne sont plus données.

Alors le capital agit comme un outil de pouvoir à la place des facultés.

III. Concept d'une réforme de l'économie et de la société

- Saisie scientifique de la formation de la valeur de polarité inverse.
- Trouver la mesure sous forme de valeur économique en ramenant la division du travail à son moment d'apparition.
- Conséquences pour la création d'argent, pour la fonction du prix pour la position de l'économie dans la société entre la vie de l'esprit et le droit
- Les revenus, moyens de satisfaction des besoins, et valeurs des prestations sous la forme de prix de marché apparaissent comme duels avec la division du travail.



Ces duels proviennent d'une valeur « d'origine », qui se laisse dériver d'une formation « originelle » de valeur, un principe.

La création de valeur, au sens économique, prend son point de départ lors du travail, qui d'un côté est appliqué à la nature, conduit à la valeur d'obtention à la nature, et, de l'autre côté, organisé par l'intelligence, conduit à la valeur d'organisation.

Elle constitue le passage d'une transformation/élaboration quasi « pré-économique » de la nature, où le produit possède une « valeur naturelle » comme dans le règne animal et est identique au besoin, à la création/naissance/l'apparition de la valeur économique, où l'humain n'utilise pas les résultats de son travail pour lui-même, mais entre dans une relation d'échange de prestations avec d'autres humains. Les deux pôles de la formation de valeur se tiennent dans un rapport inverse se conditionnant mutuellement : sans valeur organisationnelle, il n'y aurait pas de développement/d'évolution, mais sans valeur d'obtention à la nature (« travail à la nature »), la valeur organisationnelle/d'organisation ne pourrait pas se réaliser.

La valeur d'obtention à la nature se tient en polarité à la valeur d'organisation ; elle se mesure en valeur épargnée d'obtention à la nature.

La valeur originelle représente le résultat du travail corporel qui est fourni par un nombre déterminé de population sur une surface de sol dont il a besoin existentiellement ; en ce sens, elle est une « pure » valeur d'obtention à la nature et livre la mesure quantitative pour la valeur de la prestation.

L'effet de la valeur d'organisation dans la valeur d'obtention à la nature initie/introduit la division du travail.

Par cela les résultats du travail se différencient qualitativement et quantitativement. Cependant, la création de valeur initiale reste toujours la même par rapport à une population déterminée : la valeur d'organisation - quelle que soit la quantité produite - se mesure en valeur épargnée d'obtention à la nature, et la valeur reste avec cela totalement égale aux prestations.

[116]

La création monétaire : parallélisme de la valeur de chose et de signe ; détermination du quota social/de la quote-part sociale

Comme nous l'avons dit, dans la création de valeur initiale/originelle, la valeur que le besoin attribue à une prestation coïncide avec la valeur que le producteur d'une prestation a à accorder à la satisfaction de ses besoins.

- Un nombre/chiffre se laisse assimiler à la valeur d'origine comme une valeur « de chose » en tant que quota social, une valeur « nominale » : l'argent - la masse d'argent/monétaire par tête.

- Les revenus s'orientent maintenant au quota social.

- Par le parallélisme de la valeur de chose et de signe, à l'aide de l'argent quantitativement lié à un certain nombre de population, la mémoire de la création de valeur originelle comme grandeur d'orientation ou respectivement mesure peut être préservée.

- Maintenant les revenus et les recettes de prestation peuvent être saisis séparément et être atteints des établissements/institutions qui finissent à un niveau supérieur - de nouveau - dans l'« unité », la coïncidence des besoins individuels respectivement des revenus et des recettes de prestation, par le biais de prix de marché orienté sur les quotas.



- Dans le cas du travail seulement corporel, c'est-à-dire du travail directement à la base de nature, devrait régner un nivellement en termes de revenus, sinon l'échange des résultats du travail viendrait rapidement à être interrompu.
- La liberté et l'élasticité, la possibilité de gains amènent dans le système des actifs spirituels et des « purs consommateurs ».
- Ils retirent leurs revenus d'actifs (NDT Des personnes) déterminés impliqués dans la production matérielle, mais n'ont pas à laisser aller leurs dépenses aux mêmes.
- Tous les quotas sociaux incluent directement seulement des prestations matérielles, aussi celles dans les mains des « purs » consommateurs.
- Ce que les « purs » consommateurs obtiennent comme revenu en tant que leurs quotas sociaux, ce sont toujours des « bons » pour des produits matériels. Cela est déjà fondé dans ce que la valeur d'organisation (capital) se définit comme la valeur épargnée à l'obtention à la nature.

La fonction du prix

La saisie de la valeur originelle peut poser/préparer des difficultés au premier moment, car elle est à la fois conditionnant et conditionnée : avec le préfixe " Ur (originel)" est indiqué :

- sur un processus comme celui qui conditionne toute formation de valeur, à savoir le « travail appliqué à la nature », lequel travail est à son tour organisé par l'esprit ;
- sur le résultat de ce travail comme le conditionné, à savoir la valeur originelle dans la forme du résultat du travail corporel d'un nombre déterminé de population immédiatement sur la base de nature dont elle a besoin.

On n'a pas la permission de se représenter la valeur originelle comme quelque chose de fixé substantiellement. Le traitement à égalité de produits de la nature déterminés avec la valeur originelle serait un résultat particulier, spécialisé, une valeur originelle individualisée. Que la valeur originelle se manifeste chronologiquement, historiquement d'abord dans les résultats du travail proche de la nature, est conditionné par ce que dans le cours du développement économique - la division du travail - la valeur d'organisation conduit à une formation de valeur qui s'éloigne de l'immédiateté de la base de nature.

[117]

En tant que valeur économique absolument, elle passe par toutes les compositions depuis la « pure » valeur d'obtention à la nature à laquelle le travail donne la plus haute valeur, laquelle est décisive pour la valeur de signe, jusqu'à la « pure » valeur d'organisation, dont la seule activité serait de faire don tout ce qui est produit.

Nous saisissons le processus de travail comme le conditionnant la formation de valeur (le travail, organisé par l'esprit, appliqué sur la nature), le résultat du travail comme le conditionné, et d'ailleurs comme valeur (valeur d'obtention à la nature + valeur organisationnelle comme moins ; les deux ensemble, parce que se compensant, seulement une valeur constante). Avec la quantification chiffrée, nominale, de la valeur sous forme d'argent, nous rendons le conditionné à nouveau le conditionnant du processus associatif de compensation entre le prix que le besoin concède à une prestation et la valeur à exiger pour la production de la prestation. En tant que valeur monétaire/d'argent ou valeur de signe, la valeur originelle par tête (quota social) constitue le garde-fou auquel les revenus s'orientent et auxquels se mesurent aussi les prix de marché des prestations individuelles conditionnées par les besoins (voir graphique page 119).



Par le traitement à égalité/comparaison de la valeur originelle avec une quantité d'argent, nous créons le parallélisme de valeur de chose et de signe. Par cela, la valeur de signe sous forme d'une certaine quantité d'argent par tête respectivement les quotas sociaux, c'est-à-dire le particulier devient le conditionnant (le garde-fou susmentionné). Par cette sorte de création de l'argent, nous faisons du concept de valeur lui-même une intention. Cela signifie que la valeur originelle, désormais en tant que valeur de signe, peut et devrait avoir un effet en retour sur la création de valeur en ce que les prix de marché accordés par les besoins aux résultats du travail sont amenés le plus largement en accord avec leur valeur économique (valeur originelle). La compensation entre besoin et valeur de la prestation consiste dans l'accomplissement approximatif des quotas sociaux particuliers.

Sur la base de la saisie de la valeur économique des prestations et de l'implicite des quotas sociaux esquissés ici, le prix des prestations peut avoir la seule fonction de miroir les besoins des consommateurs particuliers comme aussi de l'ensemble de tous les consommateurs dans la zone monétaire/de devise.

[118]

[119]

La représentation actuelle de valeur, par contre, part d'un prix de marché pour les prestations, dont les revenus se dérivent. On finit alors dans la dualité de rendement de prestation contre revenus, base des tensions sociales. Ici, ce qui vaut pour la valeur de la prestation est saisi d'après la méthode inductive qui est diversement représentée aujourd'hui : l'observateur contemplatif du marché observe comment agissent l'offre et la demande. Sur la base de l'observation, la règle est alors établie : lorsque l'offre coïncide avec la demande, le prix de l'échange apparaît comme cette/sa valeur. Une représentation de valeur sous la forme d'un prix monétaire/en argent ne fait pas de différence entre les prestations matérielles et immatérielles, assimilant les prestations de la production du sol à celles de la production spirituelle, avec des conséquences extrêmes pour le financement du système de santé, par exemple. Une telle méthode d'observation des processus économiques reste complètement extérieure aux phénomènes. Elle n'englobe pas le processus réel de ce qui se joue lorsque l'offre et la demande viennent en l'état, notamment que l'offre de marchandise contient une demande d'argent et que la demande de marchandise comprend une offre d'argent. Ainsi, l'échange menant au prix signifie en fait déjà « valeur pour/contre valeur ». Le prix est le rapport des/de valeurs entre elles/l'une à l'autre.

Avec la connaissance de comment revenu et recette de prestations sont à saisir séparément, les humains pourront être libérés de la tyrannie qui agit aujourd'hui comme contrainte de croissance, conjoncture et marché du travail ; en dehors de ce-



la des besoins spirituels-culturels peuvent parvenir à satisfaction, qui doivent s'étioler dans le cas des revenus pensés dans la seule dépendance du règne de l'offre et de la demande. La demande seule ne peut pas décider si un bien peut être produit à un prix qui correspond à la valeur d'origine au sens caractérisé et avec cela correspond/traduit le quota social du producteur.

Rendons-nous encore une fois clair en adossement à la création de valeur originelle ci-dessus : tout le travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi le travail se lie vient du sol. Car c'est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit. Et pour ceux qui ne font pas de travail au sol à cause de leur activité spirituelle, ceux qui restent dans le travail au sol doivent en générer leur part avec la leur - c'est-à-dire leurs quotas de revenus selon la définition ci-dessus, qui sera décrite comme « argent de la donation » dans la suite.

[120]

Formation de capital

C'est précisément en fonction du degré d'organisation que le travail organisé par l'esprit se détache de plus en plus de son immédiateté avec la nature, un processus qui conduit à la formation du capital. Cela signifie qu'avec l'augmentation de la formation de capital, de plus en plus de personnes peuvent être libérées de l'agriculture pour des activités industrielles et purement spirituelles; l'industrie, pour sa part, poursuit ce processus de libération/d'exemption du travail, qui va de pair avec l'épargne de travail.

Le capital est l'équivalent de cette épargne de travail. C'est la base de l'existence de tous les humains exemptés, oui, il obtient son sens seulement avec le financement de celui qui est exempté, exempté relativement pour une production matérielle ultérieure, c'est-à-dire la production industrielle en tant que production foncière « étendue/prolongée » ou absolument pour l'activité spirituelle, comprenant/englobant en outre tous les « purs » consommateurs (soins à la vieillesse, ménages/services publics, éducation et système de santé, église). Le concept actuel de capital n'inclut/ne contient pas cet aspect.

La prospérité d'une société, tenant des besoins matériels et immatériels, s'accroît dans les conditions suivantes :

I. Plus un agriculteur peut subvenir aux besoins d'humains en dehors de l'agriculture, plus la formation de capital disponible pour l'activité industrielle et purement spirituelle est élevée.

II. l'industrie augmente sa prestation en termes de variété et de quantité avec du capital grâce à l'organisation du travail.

La prospérité s'exprime alors en deux composantes :

1. Combien de quotes-parts de revenu les actifs dans l'agriculture et l'industrie peuvent gagner en plus des leurs, qui peuvent être mis à disposition comme argent de don d'une activité purement spirituelle.

2. Combien de prestations de l'agriculture et de l'industrie dans leur ensemble échoient à chaque contingent/quote-part de revenu ; avec combien chaque producteur individuel de prestation y participe ou, dit autrement, quelle proportion/part de la valeur de la prestation propre encaisse du contingent de revenu. Cela devient plus petit à mesure que la productivité augmente selon I. et II.



On voit de ce qui précède que l'efficacité/efficience de la division du travail est d'autant plus grande que la part de la valeur de sa propre prestation au quota social est faible/restreinte et d'autant le revenu de l'individu se rapproche du quota social comme garde-fou. Car avec cela sera optimisé la part mutuelle dans les quotas sociaux et atteint la couverture des besoins avec la valeur des prestations. Le problème de la maximisation du revenu comme motivation de la volonté de travailler obtient un aspect différent pour ceux qui comprennent l'efficacité/l'efficience de la division du travail : travailler pour l'acquisition de l'argent implique une autosuffisance qui inhibe le bénéfice collectif de la division du travail.

[121]

Du système de capital et de salaire au système de prestations

Génération de revenus garantis/assurés contre création de patrimoines incertains

La prise de conscience/réalisation de la connaissance d'après laquelle le revenu, en tant que porteur des besoins et la valeur des prestations peuvent être amenés dans un équilibre/une compensation appelle un nouveau concept pour la société, notamment son articulation. D'après cela, la vie de l'esprit, englobant la formation, la science et l'art, sera placée dans l'autonomie en tant que producteur et gestionnaire/administrateur de capital. Le concept de propriété sera modifié de telle sorte que les moyens de production, y compris le sol, seront liés à une personne ou à un groupe de personnes aussi longtemps que les capacités de ces personnes le justifient ; on arrivera de cette manière au concept de possession limitée dans le temps et tournante. Comme tout le capitaliste de la vie de l'économie passera dans l'administration de la vie de l'esprit, ainsi le juridique du travail dans celle d'une vie de droit indépendante de la vie de l'esprit et de l'économie. Tout comme la forme de propriété nouvellement définie dans la vie intellectuelle autonome enlève au capital son caractère de puissance et de marchandise, de même le caractère de marchandise du travail dans la vie indépendante de droit. La vie de l'économie a à faire avec l'évaluation mutuelle de la valeur des prestations et à l'équilibre/la compensation entre le revenu et, justement, la valeur de la prestation sur la base des producteurs, des distributeurs et des consommateurs associés dans un espace de devise.

Approche pratique

>> Les agriculteurs dans un espace monétaire se regroupent au niveau régional sous le point de la production comme les possesseurs/dépositaires des exploitations. Les exploitations régionales s'associent à l'unité agricole/agriculture. Cette unité détermine à partir du volume de production combien d'humains elle peut placer libres en dehors de l'agriculture. À partir de cela, elle détermine sa production de quotes-parts sociales.

>> Les entreprises industrielles et de prestations de services s'associent selon les branches et celles-ci, à nouveau, entre elles.

>> Après la préparation organisationnelle, les représentants de l'agriculture, de l'industrie et des prestations de services entrent en négociation avec les dirigeants des établissements d'enseignement et le gouvernement central actuel.

>> La nouvelle création de monnaie : relier la masse monétaire au nombre de la population ; créditer les comptes des individus de l'espace monétaire avec leur quote-part sociale



- > > La banque dans la zone monétaire comme pure tenue de compte/comptable
- > > La séparation de la conduite de comptes des entreprises de production matérielle en comptes de recettes et de dépenses
- > > Le nouvel établissement de bilan dans les entreprises selon la génération de quotas/quotes-parts avec l'articulation/le membrement en argent de prêt et argent de cadeau/don
- > > L'observation de la formation des prix dans l'agriculture et l'industrie en vue de cette production/génération de quotas
- > > L'observation de la mesure dans laquelle le rapport entre les fournisseurs de travail aux bénéficiaires d'argent de cadeau/don s'écarte de la moyenne dans la génération de quotas

[122]

- > > En conséquence, les délocalisations/déstockages/transferts de production négociés se donnent toujours avec le but de remplir les quotas
- > > Le changement des rapports de propriété des moyens de production, y compris les sols en possession de particuliers (pendant) une période limitée
- > > Le transfert des moyens de production n'est accompagné d'aucune transaction monétaire
- > > La société s'articule en domaines s'autogérant de la vie de l'esprit, de la vie de droit et de la vie de l'économie, qui interagissent les uns avec les autres, les deux premiers détenant, dans l'économie, par exemple, la gestion/l'administration du capital et du travail.

L'économie dans la comparaison des systèmes

Principes de base/Bases

1. Toute activité économique repose sur le besoin. (NDT Le vrai, pas celui de faire du profit ou dominer !)
2. Face aux besoins se tiennent des biens économiques
3. Le traitement/la prise en main sociéto-culturelle des substances issues de la nature constitue le cadre de l'économie basée sur la division du travail.
4. L'économie de division du travail signifie : échange de résultats matériels et immatériels du travail, ci-après dénommés prestations.
5. Les prestations acquièrent une valeur économique par le besoin et la production de prestations.
6. Le cycle économique initié par le besoin et la prestation de services consiste en l'échange de valeurs qui communiquent via le prix.
7. Pour suite de la division du travail, les valeurs provenant du besoin et de la production de prestations divergent ; et la question apparaît pour chaque porteur de besoin et producteur de prestation, dans quelle mesure il est en situation de satisfaire ses besoins à partir du prix de sa prestation (recette de la prestation de services/revenu) des prestations d'autres.

Quelle fonction a le prix dans quel système économique et ses paramètres ? :



ÉCONOMIE DE MARCHÉ

D'APRÈS LA CONCEPTION TRADITIONNELLE

Manière de voir : *SELON L'ÉCONOMIE D'ENTREPRISE*
(cursives = commentaire)

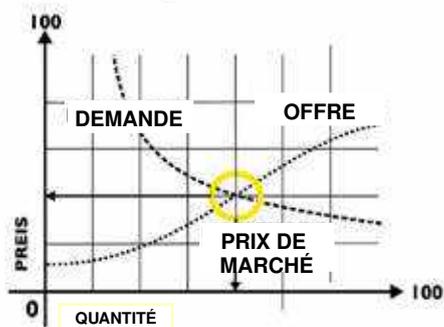
DÉRIVATION DU SYSTÈME DE SES PRÉMISSSES "PRIX EN ARGENT = VALEUR"
ET L'INCAPACITÉ S'EN SUIVANT
DE SAISIR SÉPARÉMENT RECETTE DE PRESTATION ET REVENU

- Tous les prix se composent des prix pour les trois facteurs de production :

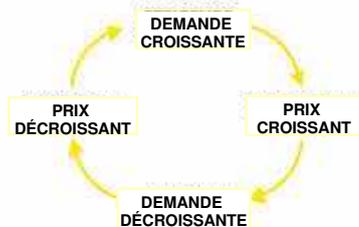
SOL TRAVAIL CAPITAL

LE PRIX (EN ARGENT) EST :

BASE DE CHAQUE DÉFINITION DE LA VALEUR MESURE DE LA VALEUR DES PRESTATIONS
DE TOUS LES SECTEURS



CYCLE DE RÉGULATION



PRIMÄR SEKTOR	SEKUNDÄR SEKTOR	TERTIÄR SEKTOR
LANDWIRTSCHAFT FORSTWIRTSCHAFT GARTENBAU FISCHEREI	WASSER BERGBAU GEMERBE INDUSTRIE ÖL / GAS BAUWIRTSCHAFT ELEKTROZITÄT	VERKEHR HANDEL BILDUNG FREIZEITMERKEHR GESUNDHEITSWESSEN FINANZWESEN VERSICHERUNGEN STAAT / VERWALTUNG

$P_1 + P_2 + P_3 + \dots + P_X$

SOMME DES PRIX = PRODUIT SOCIAL

ARGENT ET PRODUIT SOCIAL SE DONNENT
MUTUELLEMENT DÉTERMINATION DE CONTENU

*Sur la base de la définition en haut
(non connaissance de la formation de valeur polaire-inverse)
des prestation matérielles et immatérielles seront
indifféremment considérée comme de même valeur*

(seulement une catégorie de prestation : ●)

- Le prix en argent/de marché détermine la hauteur de la recette de prestation.
- La recette de prestation forme la motivation pour la masse de prestations ; le réel initiateur de la production n'est pas le besoin, mais la recette de prestation.

La recette de prestation et le revenu du travail ne peuvent aujourd'hui être saisi indépendamment l'un de l'autre.

- La recette de prestation se partage au moyen de la propriété en revenu du capital et revenu du travail (salaire).
Des revenus formés ainsi ne peuvent remplir les exigences du point 7 (voir plus bas)



ÉCONOMIE DE MESURE

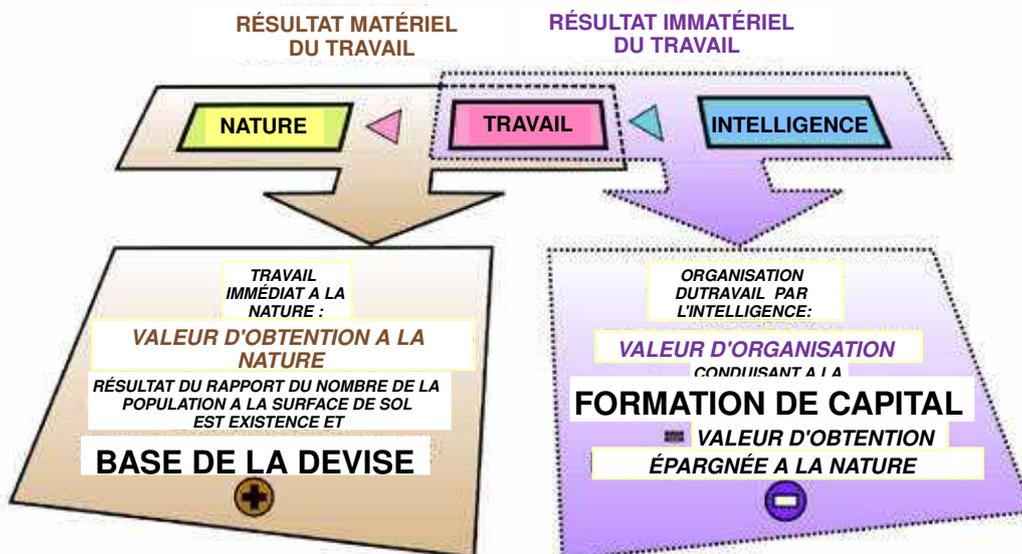
D'APRÈS LA COMPRÉHENSION FUTURE

Manière de voir : *SELON L'ÉCONOMIE D'ENSEMBLE*

DÉRIVATION DES CARACTÉRISTIQUE DE SYSTÈME
FORMATION DE VALEUR, DE CAPITAL, D'ARGENT, DE PRIX
ET L'INCAPACITÉ S'EN SUIVANT
DANS LEUR PENDANT AVEC L'INDIVIDUALITÉ

les prix de marché, tout d'abord miroir des besoins, rend possible la comparaison entre recette de prestation et revenu individuel. Car les revenus représentent les quotas de la masse d'argent (devise) voir plus bas ; dernière mesure de VALEUR se toutes les prestations.

LA VALEUR COMME :



- Fixation de la masse d'argent sur base de la valeur d'obtention maximale à la nature (⊕ prestation) :
 - avec cela liée au nombre de la population de l'espace de devise
 - par cela stipulée revenu par tête nominal
 - par cela résultat de la prestation et revenu saisissables indépendamment l'un de l'autre
- Les revenus, grandeurs indépendantes du résultat de prestation, se partagent en "matériels" (⊕) et "immatériels" (⊖) :
- La rémunération du travail comme marchandise disparaît.
- Capital (⊖ prestation), équivalent d'épargne de travail à la base de nature est base de l'existence des exemptés de celle-ci
- Économie de division du travail conditionne avec cela l'utilisation de capital en forme d'argent de prêt et de donation.

ÉCONOMIE DE MARCHÉ (poursuite)

- La masse des prestations détermine la hauteur des revenus.
- L'épargne de travail conduit à l'augmentation du capital, respectivement à plus haute productivité du travail.
- L'opposition capital-salaire déterminée par la propriété conduit à l'élimination du revenu du travail comme facteur de coûts ; un revenu compensatoire sous forme de soutien aux chômeurs pour maintenir le pouvoir d'achat est laissé à la société anonyme. Sous le présent aspect de la propriété, les gains sont privatisés, tandis que les pertes qui menacent le système sont socialisées.

- La création, le maintien et l'augmentation du capital sont toujours liés à la production matérielle.

- L'augmentation de la masse monétaire avec l'augmentation de la masse des prestations (aussi grâce à du travail inutile ou l'économie de gaspillage) permet, grâce à des rendements nominaux plus élevés, la multiplication apparemment illimitée et la libre disponibilité (négociabilité) du capital en tant que propriété privée ; *c'est la dedans que se fonde la contrainte de croissance.*

L'i m m a t é r i e l l e (☹) production de prestation par contre (voir ci-dessus le secteur tertiaire à partir de l'enseignement, y compris) se maintient par c o n s o m m a t i o n de capital.

Au stade de la saturation matérielle, la répartition des recettes de prestation résultant du prix de marché devient la véritable question de civilisation, car dans ce débat, la vie éducative et culturelle sera le premier domaine de la société à souffrir de réductions.

L'accumulation de capital issue d'une pensée d'autosuffisance dépassée ne tient pas compte de l'effet de la division du travail exigé par la civilisation. Car elle mésuse de l'organisation de la production matérielle (valeur d'organisation☹) , qui est due à une vie de la formation dont l'exigence repose sur un besoin général.

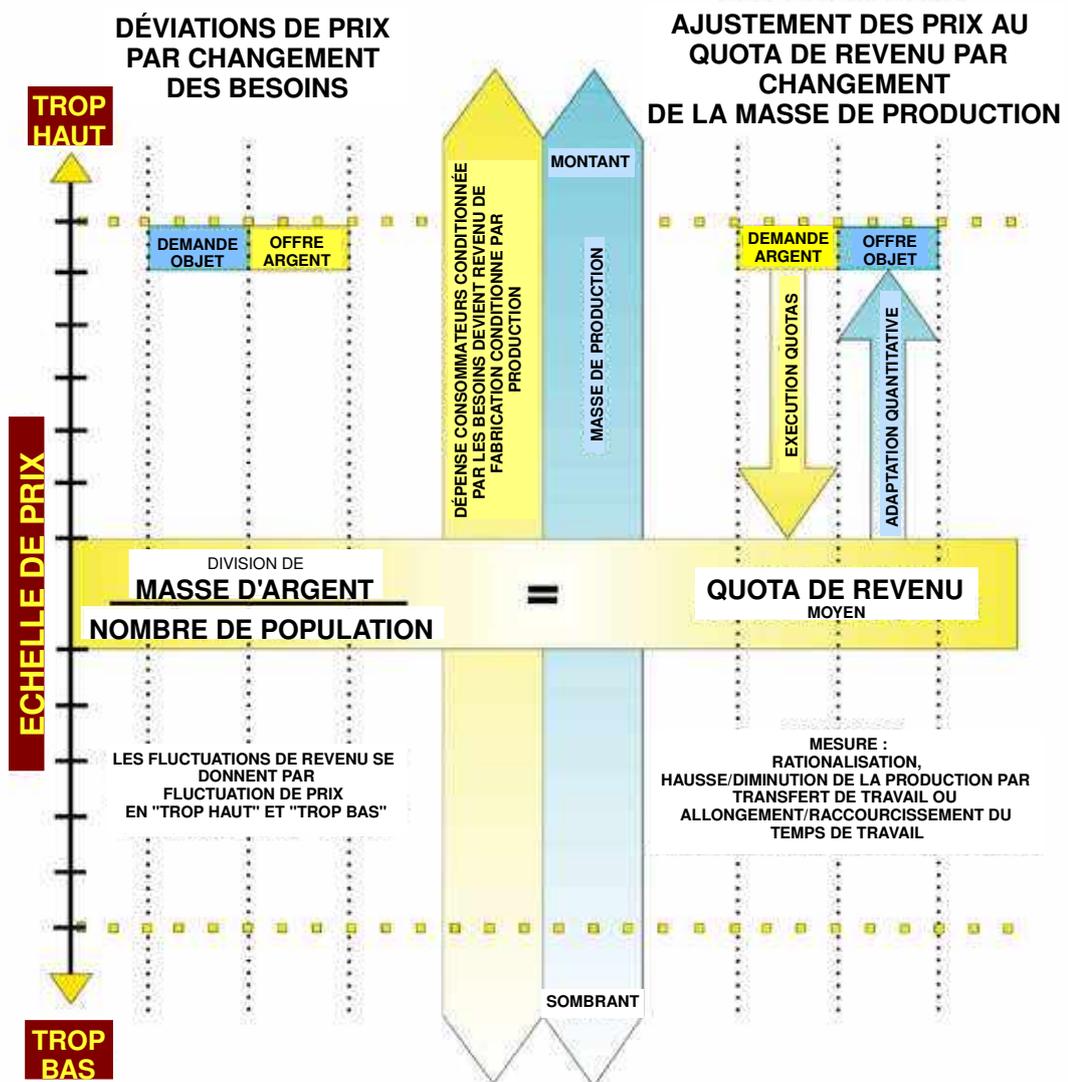
- L'économie, d'un côté, la science, la vie de l'a formation et leurs besoins croissants de l'autre côté, tombent dans un conflit, menaçant la liberté et l'intégrité scientifiques.



ÉCONOMIE DE MARCHÉ (poursuite)

- Tout l'argent est représenté par la prestation matérielle.
L'argent de prêt et de donation représentent les destinataires:
- argent de prêt le producteur de prestations matérielles supplémentaires
- argent de don le producteur de prestations immatérielles
- La masse d'argent, basée sur le nombre de la population, rend possible l'ajustement associatif de la production, pour viser des revenus par entreprise particulières couvrant les recettes de prestation.

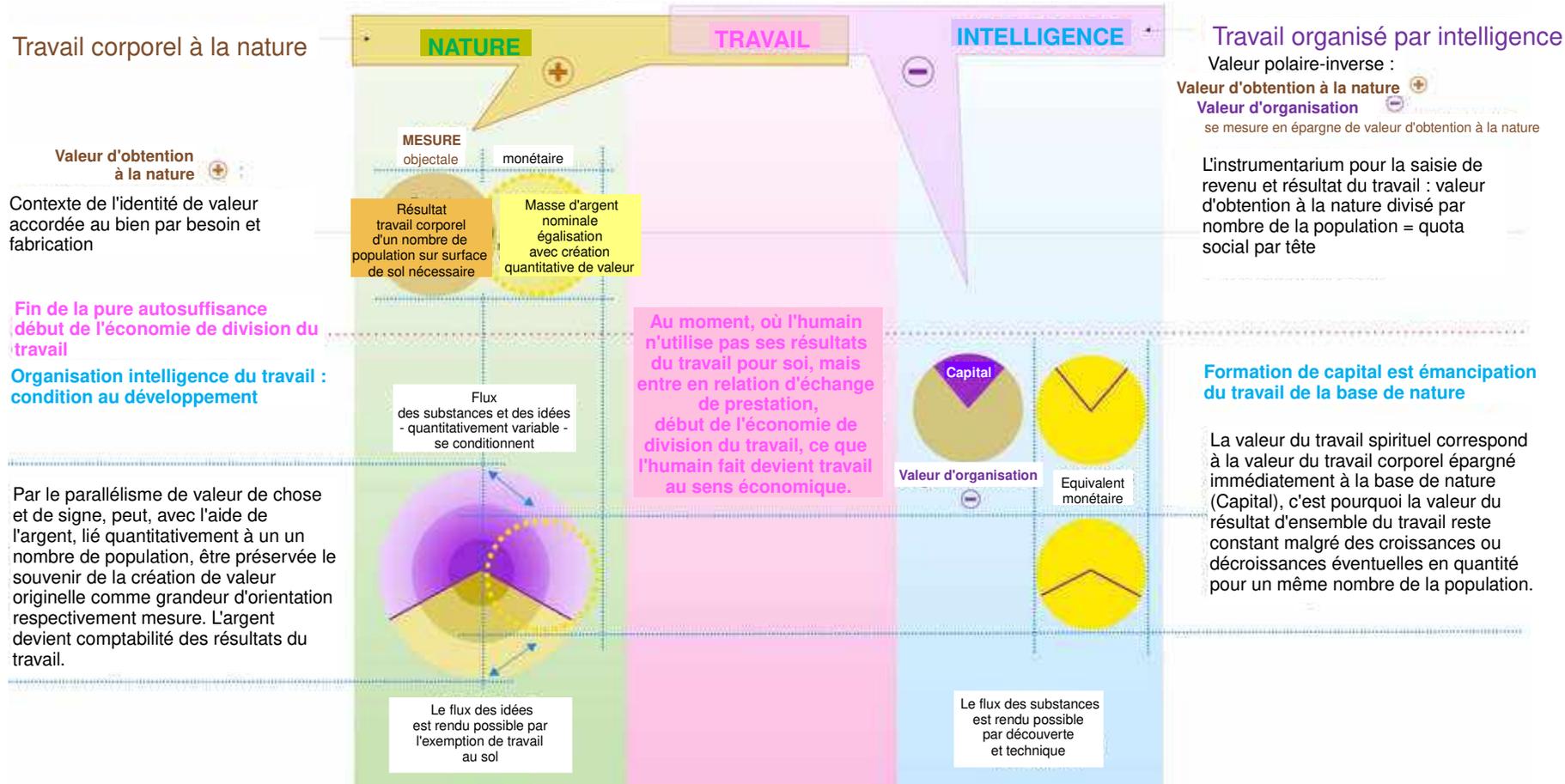
DEVIATION ET AJUSTEMENT PRIX ET QUOTA DE REVENU DANS L'ESPACE DE DEVISE



UNE COMPENSATION ENTRE BESOIN INDIVIDUEL/REVENU ET VALEUR DU RÉSULTAT INDIVIDUEL DU TRAVAIL EST-IL POSSIBLE DANS LA SOCIÉTÉ ?

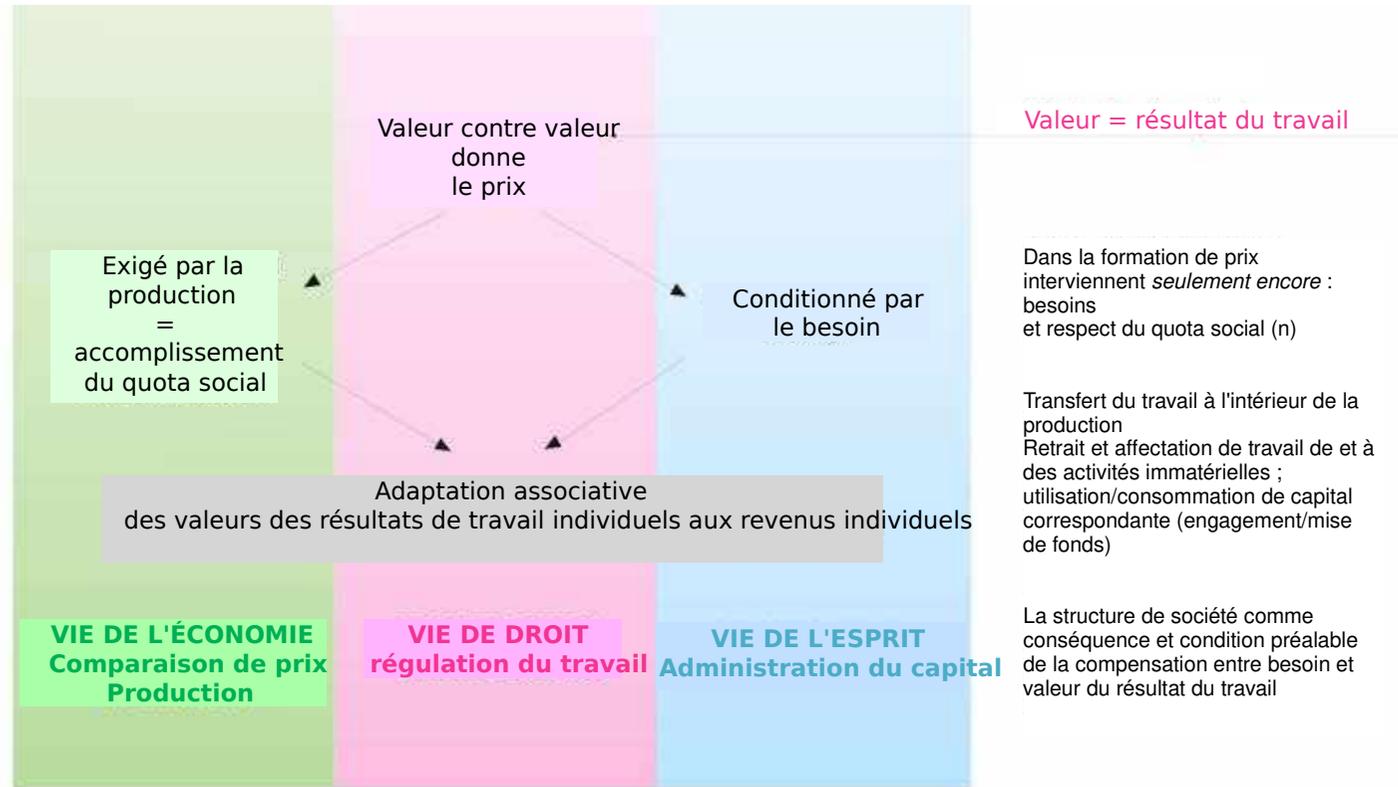
Y-a-t-il une mesure comme coordinateur, quand revenu et valeur du résultat du travail divergent conditionnés par l'évolution ?

Facteurs de production comme déclencheurs du processus inverse-polaire de formation de valeur





Les revenus s'orientent au quota social. Revenus et recettes pour les résultats du travail peuvent être saisis séparés par l'argent comme souvenir de la formation de valeur originelle et mesure en même temps, et des institutions (associations) peuvent être trouvées pour, sur étendue plus haute, finir des prix de marché orientés sur des quotas, mais pourtant libres - de nouveau - en coïncidence de besoins individuels respectivement revenus et bénéfice.



La pensée de la triarticulation sociétale se donne d'une nécessité intérieure : pour l'économie il résulte de l'administration autonome des vie de l'esprit et de droit, soutenu par la façon de la création d'argent, que fond et sol, moyens de production artificiels tout comme travail sont deshabilés de leur caractère de marchandise. Parce qu'aucune rente ne peut être extorquée et le travail n'est pas un facteur de coûts, agissent seulement dans la formation de prix, besoins et des effets des mesure prises associativement pour l'accomplissement des quotas sociaux. Le système de formation notamment comme producteur du capital, par ses délégués dans l'économie, y a aussi son administration, afin que ceux-ci puissent exercer leur fonction de propriétaire de moyens de production et déterminer eux-même leurs successeurs à ce sujet sous forme d'un transfert sans coût. Et la vie de droit sanctionne, le temps de travail au moyen de suffrages démocratiques et comme des accords valables, les rapports de revenus négociés par entreprise particulières. La vie de l'économie elle-même a à faire avec la production et la mesure réciproque de la valeur des prestations, ce qui détermine le contenu de l'association d'entrepreneurs. Par l'édification esquissée ici de l'économie et de la société, une compensation entre besoin, respectivement revenu comme médium de la satisfaction des besoins, et valeurs des prestations, est rendue possible ; un égalitarisme n'est pas donné.



Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani
13 route de Fessenheim
F-67117 Quatzenheim
francois@triarticulation.fr
Tel. 00 33 950 263 598
www.triarticulation.fr

Institut für soziale Dreigliederung
Liegnitzer Strasse 15
D-10999 Berlin
sylvain.coiplet@dreigliederung.org
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43
www.dreigliederung.de



**Institut pour une triarticulation
de l'organisme social**
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

Soumettez-nous vos projets pour des collaborations fructueuses.

Contact :
François Germani - 33 (0)950 263 598
francois@triarticulation.fr

www.triarticulation.fr

De l'idée : Sylvain Coiplet

Informations diverses

- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés

sont dans notre **LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT** téléchargeable sur :
www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html

La présente brochure vous est vendue au coût des frais nécessaires à la fabrication de la prochaine. Les besoins des collaborateurs travaillant au contenu et aux prochains projets restent à financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS
Formulaire de don en ligne : www.dreigliederung.de/institut/spenden
L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir/www.triarticulation.fr/Soutien.html).
Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.

Parmi les trois domaines se distinguant progressivement dans la vie sociale, l'économie moderne n'est apparue vraiment dans la vie de chacun qu'en dernier au cours du 19^e siècle. A peine commençait-on à se familiariser aussi à être citoyen d'une vie étatique aspirant à la démocratie, il nous faut maintenant aussi trouver le type de rapport à établir entre nous au sein de celle-ci. Cela d'autant plus qu'aux les dégâts sociaux, s'ajoute la question écologique. Aux préoccupations civiques, s'ajoute une nécessaire culture de cette économie de division du travail.

Début août 1922, prenant congé de ses auditeurs, R. Steiner, aborde la question d'une monnaie fractionnaire qui serait libellé en « blé » plutôt qu'en « or ». C'est de cela dont l'auteur se saisit, le resituant dans l'ensemble de la tri-articulation et ses conséquences pour la vie de ce tiers des activités nécessaires à l'humanité.

Alexander Caspar, né en 1934, vivait encore récemment à Kilchberg, un village sur un coteau du lac de Zurich en Suisse. Il a longtemps été à la direction d'une banque privée et a du faire plus ou moins silence sur des recherches qui vont dans un sens bien différent de ce qu'il était tenu de côtoyer professionnellement.

Ses rares publications sont aussi restées assez confidentielles, mais nous sommes contents de les faire enfin connaître au public francophone.

